

REUTERS

**Crash en Inde:  
au moins 260 morts  
et un survivant**

PAGES 6-7

**OLIVIER FAURE**  
**«Au PS, nous  
devons aller  
chercher  
la radicalité»**

PAGES 8-9

PHOTO BANDAR AL-JALOUD AFP

# Libération

## PALESTINE MACRON EN QUÊTE D'UNE RECONNAISSANCE

A quatre jours du sommet de l'ONU,  
le Président hésite. Rallié à l'idée  
d'un Etat palestinien, il s'active pour  
convaincre mais fait face  
à de nombreux obstacles.

Enquête. PAGES 2-4

Emmanuel Macron et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane à Djeddah en 2021.



(PUBLICITÉ)

**HEINER GOEBBELS**  
*Everything That Happened and Would Happen*  
 18 → 20.06.2025 - Grande Halle

**la Villette**  
 ircam  
 Centre Pompidou

M 00135-613 - F: 2,80 €

## EDITORIAL

Par  
ALEXANDRA  
SCHWARTZBROD

## Y croire

Tout, aujourd'hui, nous pousse à ne plus croire à la possibilité de voir un jour deux Etats, israélien et palestinien, coexister en paix. Sur le terrain, Gaza est un champ de ruines sous le contrôle quasi total des dirigeants israéliens qui rêvent d'en chasser tous les Palestiniens, et la Cisjordanie est devenue un Far West dominé par des colons tout-puissants dont le but est de récupérer l'ensemble du territoire. Le Premier ministre israélien n'a qu'un objectif, rester au pouvoir, ce qui suppose de continuer la guerre, et les extrémistes du Hamas savent que la paix signeraient la fin de leur existence. Pour couronner le tout, Benyamin Nétanyahou pense pouvoir compter sur le soutien total des Etats-Unis qui font usage de leur droit de veto pour bloquer toute résolution contraignante envers Israël. La situation paraît inextricable. Et pourtant, tout nous pousse à continuer à croire à l'impérieuse nécessité de reconnaître un Etat palestinien. Car il n'y a pas d'alternative. Emmanuel Macron a fait beaucoup d'erreurs au niveau diplomatique mais ça, il l'a bien compris. Il a vu les ravages des frappes israéliennes sur la population de Gaza et il sent monter la colère de l'opinion devant l'impuissance des dirigeants à faire cesser ce bain de sang. Il a monté un plan en coordination avec «MBS», le prince héritier d'Arabie Saoudite, qui a une infime chance de réussir. Il suppose un cessez-le-feu, la libération des otages, le désarmement du Hamas, la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes, la revitalisation de l'Autorité palestinienne avec des élections à horizon d'un an sous contrôle international (Mahmoud Abbas s'y est dit prêt dans une lettre envoyée cette semaine à l'Elysée), et l'aide financière de Riyad pour reconstruire Gaza. L'idée est de faire comprendre à Trump que les midterms approchent et qu'il a besoin d'une victoire diplomatique. MBS et Macron la lui apportent sur un plateau s'il constraint Nétanyahou à accepter un cessez-le-feu. Sur le papier, c'est nickel. Mais il faut que Trump l'accepte. Et que les extrémistes israéliens et palestiniens ne fassent pas capoter le plan. C'est loin d'être gagné. Mais cette infime chance existe. Il faut la tenter. Et il faudra recommencer si cela échoue. Inlassablement. ♦

# RECONNAISSANCE DE LA PALESTINE Emmanuel Macron dans tous ses Etats

## ENQUÊTE

A quelques jours de la conférence de l'ONU à New York, le Président hésite à aller jusqu'au bout de son engagement à reconnaître la Palestine, tiraillé entre les pressions israéliennes, l'hostilité américaine et une opinion publique de plus en plus sensible à la cause palestinienne.

Par SOPHIE DES DÉSERTS

**L**es vents extrêmes soufflent, les lobbys des deux camps s'activent, Benyamin Nétanyahou se déchaîne. Emmanuel Macron savait qu'il jouait gros en annonçant, début avril, son intention de reconnaître l'Etat palestinien, lors d'une conférence organisée avec les Saoudiens à New York, du 17 au 20 juin. Le chef de l'Etat avait anticipé l'adversité, mais à ce point... Le voilà pressé jusque dans son entourage. «Fonce, tu entreras dans l'histoire. Et si tu renonces, tu perds toute crédibilité», le poussent certains, quand d'autres lui enjoignent de faire machine arrière, sur le thème : «Tu ne peux pas faire ça, mettre ainsi en péril Israël, tu vas le payer cher.» Nuit et jour, entre le sommet onusien pour les océans et sa visite au Groenland, le Président sonde sa conscience, l'état de l'opinion, des rapports de force. Il consulte ses homologues, d'abord l'imprévisible Donald Trump sur lequel, une fois encore, tout repose. Le président américain a livré des armes au gouvernement israélien, verrouillé avec lui la distribution de l'aide alimentaire à Gaza, laissé son ambassadeur

à Jérusalem affirmer qu'un Etat palestinien «n'est plus un objectif de la politique américaine». Mais avec le businessman de la Maison Blanche, tout est possible... et l'allié saoudien Mohammed ben Salmane, qui a promis, en janvier, 600 milliards d'investissements aux Etats-Unis, pourrait peser.

**CONDITIONS INTENABLES**  
Macron espère encore, au moins le laisse-t-il dire. «Le Président est déterminé à avancer», jure-t-on à l'Elysée. Le G7, qui s'ouvre dimanche à Kananaskis, au Canada, permettra d'ultimes discussions. Macron s'y rendra, après avoir accueilli ce vendredi, à Paris, des acteurs de la société civile, israéliens et palestiniens, réunis par le Forum de la paix au prix d'une organisation chaotique et coûteuse, entre invitations dans l'urgence, changements d'intervenants et de programme. Il compte sur l'appel, lancé à l'occasion, «pour la solution à deux Etats», afin d'affermir son discours à New York. Personne, même lui à ce stade, ne sait quels seront ses mots. Honore-t-il son engagement à reconnaître un Etat palestinien? Se contentera-t-il d'une déclaration de principes, en posant les conditions esquissées ces derniers temps : libération de tous les otages, démilitarisation du Hamas, nouvelle gouvernance de l'Autorité palestinienne, reconnaissance d'Israël par ses voisins? «Elles sont intenables, Macron pourra dire : au moins j'ai essayé», anticipe un diplomate au cœur du dossier. Un autre, moins péremptoire : «Avec lui, on ne sait jamais de quel côté la pièce va retomber.»

Macron découvre l'inextricable question palestinienne. «Longtemps, il l'a ignorée», retrace celui qui l'y a sensibilisé, Ofer Bronchtein, cet inépuisable militant de la paix, juif de gauche, grandi en Israël puis en France, ex-conseiller du Premier ministre Yitzhak Rabin, qui l'envoya rencontrer Yasser Arafat avant les accords d'Oslo de 1993. C'est Daniel Cohn-Bendit qui l'a recommandé à Macron, ministre de l'Economie, avant son premier voyage en Israël, en 2015. Il découvrait bluffé l'Etat hébreu, cette «start-up nation» qu'il voulut dupliquer en France.



Emmanuel Macron et le prince

Il fallut lui rappeler les usages diplomatiques – l'obligation de s'arrêter aussi dans les territoires palestiniens occupés – pour qu'il visite fissa un parc industriel près de Bethléem. Tout, ses amitiés, son goût pour le business, la tech, le portait naturellement vers Israël. Bronchtein le convainquit néanmoins durant sa campagne de rencontrer dans un palace parisien le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qu'il connaît bien, au point d'avoir été honoré d'un passeport palestinien. Le vieux militant fut invité au voyage présidentiel en Israël de janvier 2020, précieux guide pour Macron, ouvrant les portes, calmant les tensions avec les policiers israéliens, l'accompagnant le soir d'une visite éclair à Ramallah. Il fut remercié d'une mission bénévole, sans moyens, pour «favoriser le dialogue franco-palestinien». Ses deux rapports sont restés au placard. Ils pointaient l'urgence, la flambée des extrémistes, la nécessité d'agir pour Gaza au bord de l'implosion, les milliards de financements européens donnés sans contrepartie. Bronchtein préconisait



héritier Mohammed ben Salmane, à Riyad le 2 décembre. PHOTO LUDOVIC MARIN. AFP

sait même de renouer le contact avec le Hamas. Au même moment, l'ex-ambassadeur, conseiller de Jacques Chirac, Yves Aubin de La Messtièvre, interpellait aussi l'Elysée, inquiet du silence de la France sur la Palestine. Ceux-là prêchaient dans le désert, si peu nombreux, si «vieux monde» pour Macron qui jugeait alors obsolète – «dogmatique», disait-il – la ligne historique du Quai d'Orsay en faveur des deux Etats.

#### DÉCRÉDIBILISÉ

Il est vrai que plus personne, même les pays arabes, ne se souciait des Palestiniens. Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, venait dérouler à l'Elysée les accords d'Abraham, sous l'œil séduit du Président, croyant aussi que la reconnaissance d'Israël par les Emirats arabes unis et le Bahreïn, avant celle promise de l'Arabie Saoudite, et les milliards d'investissements, finiraient par tout régler. Lui bataillait sur d'autres fronts: le Liban, le Covid, l'Ukraine.

Tout a changé, après les massacres du 7 Octobre, ses 1200 victimes tuées par le Hamas. Macron a alors lancé cette folle idée Suite page 4

# Hamas et Israël: les négociations butent sur la fin de la guerre

**L'organisation islamiste veut fixer l'arrêt définitif des hostilités et le retrait de l'armée israélienne de l'enclave.**

**Le gouvernement de Nétanyahou refuse, sur fond d'intervention américaine.**

**T**rois sessions de discussions, deux à Doha au Qatar, une au Caire en Egypte, en un mois, et toujours pas d'espoir d'accord. «Le problème n'est pas de trouver un compromis sur l'entrée de l'aide humanitaire et la libération d'un certain nombre

d'otages, cela nous pouvons le faire», explique un diplomate qui participe aux négociations. Mais nous ne pouvons pas trouver de compromis sur la fin de la guerre. Soit elle s'arrête, soit elle continue. Il n'y a pas de demi-mesure. Nous essayons d'être créatifs mais c'est sur ce point que nous butons.»

**«Geste».** La perspective d'un règlement politique de la guerre à Gaza avait été relancée par la libération le 12 mai par le Hamas de l'otage israélo-américain Edan Alexander. Elle avait été négociée directement avec les Etats-Unis, alors que Donald Trump effectuait une tournée au Moyen-Orient. «Un geste [du Hamas] envers les

Américains, sans condition», avaient alors affirmé les autorités israéliennes. «C'est cette libération qui a permis aux discussions de reprendre. Trump a mis une grosse pression sur Benyamin Nétanyahou pour qu'il accepte», explique le diplomate.

Les négociations étaient au point mort depuis la rupture du cessez-le-feu par Israël le 18 mars, après deux mois de trêve qui avaient permis aux ONG de remplir leurs stocks dans une bande de Gaza ravagée par les bombardements. 33 otages avaient été libérés en échange de la sortie de 2000 prisonniers palestiniens des prisons israéliennes. Le plan prévoyait ensuite, après cette première phase

Les discussions étaient au point mort depuis la rupture du cessez-le-feu par Israël le 18 mars, après deux mois de trêve.

de quarante-deux jours, la libération des derniers otages contre un retrait de l'armée israélienne de l'enclave. La troisième étape prévoyait la définition d'un plan de reconstruction de Gaza sous supervision internationale.

Mais Nétanyahou est revenu sur les conditions de l'accord, pourtant négocié durant des mois, refusant de retirer ses troupes tant que le Hamas restait présent dans l'enclave. Le Premier ministre israélien, cerné, comme plusieurs de ses proches, par les affaires, sait que la fin de la guerre signifie aussi la fin de son mandat.

**«Base».** Depuis le 13 mai, les médiateurs égyptiens et qataris tentent de relancer les pourparlers en obtenant un premier accord pour la libération d'otages en échange d'une trêve et d'une entrée significative d'aide humanitaire, soit la première phase du plan négocié sous Biden. «Nous essayons de faire libérer entre cinq et dix otages. Le Hamas refuse de nous dire combien sont encore en vie», dit le diplomate. Au moins 24 otages étaient vivants le 18 mars avant la reprise des bombardements et des offensives terrestres. Mercredi, les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles avaient récupéré les dépouilles de deux otages enlevés le 7 octobre 2023.

Fin mai, l'émissaire américain Steve Witkoff a transmis au Hamas une proposition, avalisée par Israël: une trêve de soixante à soixante-dix jours et la remise durant la première semaine de cinq otages vivants et neuf morts en échange de la libération de prisonniers palestiniens au cours de la première semaine. Un scénario répété lors de la deuxième semaine.

Le Hamas a refusé, faute de perspective sur la fin de la guerre. «[Cette proposition] signifie, en essence, la perpétuation de l'occupation, la poursuite des meurtres et de la famine», avait alors déclaré à l'AFP Bassem Naïm, l'un des dirigeants en exil de l'organisation. «[Cette réponse] est complètement inacceptable et cela ne fait que nous faire reculer», avait répliqué Steve Witkoff sur son compte X. [Le Hamas] devrait accepter la proposition que nous avons présentée comme base pour des pourparlers, que nous pouvons commencer dès la semaine prochaine.» Des discussions indirectes ont eu lieu durant la première semaine de juin à Doha. Sans résultat concret.

LUC MATHIEU



Le président français avec son homologue palestinien, Mahmoud Abbas, à Ramallah le 24 octobre 2023. PHOTO THAER GHANAIM. AFP

**Suite de la page 3** de «coalition anti-Hamas» soufflée au soir de son départ pour Tel-Aviv par Bernard-Henri Lévy, à la stupeur de ses conseillers diplomatiques et du Quai d'Orsay. Il fut décrédibilisé dans le monde arabe, tancé comme un enfant par le roi de Jordanie. Humiliation. Il a évolué, repris son mantra: le «en même temps», obnubilé par les conséquences, en France, de la guerre à Gaza. Il a pesé le poids des communautés juives, arabes, écouté les uns, les autres, la voix de son ami «BHL», comme celle de son copain humoriste entrepreneur Yassine Belattar, un personnage controversé

mais jugé utile pour sonder les jeunes musulmans. Deux irréconciliables, que Macron tiendra à inviter ensemble lors de son dernier voyage à l'automne au Maroc.

#### «RIEN NE BOUGEAIT»

Le chef de l'Etat a refusé de participer à la grande marche contre l'antisémitisme du 13 novembre 2023, pour ne pas donner le sentiment de n'être sensible qu'aux douleurs de la communauté juive. Trois semaines après, il célébrait Hanoukka à l'Elysée au côté du grand rabbin de France, Haim Korsia, clamant devant le recteur de la grande

mosquée de Paris, également présent, qu'il allait s'engager sur la Palestine. «Macron cherche la juste voie», rappelle-t-on éternellement à l'Elysée. C'est vrai, au risque d'apparaître sans ligne, erratique. Dès novembre 2023, il a «exhorté Israël à cesser les bombardements des civils à Gaza», tout en se mobilisant pour la libération des otages. Il a envoyé de l'aide humanitaire et un porte-hélicoptères, le *Dixmude*, transformé en hôpital militaire à Al-Arich, le port égyptien le plus proche de Gaza. Mais ordre fut donné de ne surtout pas communiquer, ne diffuser aucun témoignage, aucune

photo. Les militaires à bord, pourtant, hallucinaient: tant d'ambulances, de convois de médicaments, de denrées, venus de France, d'Italie, des Emirats, du Qatar... Le tout bloqué par les Israéliens. Et au compte-goutte, selon le bon vouloir de Tsahal, des blessés, des femmes, des enfants mutilés, des bébés orphelins, des «morts-vivants», selon un officier à bord. Tout a été filmé, photographié, montré aux généraux venus sur le *Dixmude*, ainsi qu'au ministre des Armées, Sébastien Lecornu. L'horreur à Gaza a été rapportée au fil des mois par des soldats, des médecins, des humanitaires. A ceux qui le pressaient d'agir – des diplomates, Ofer Bronchtein, le député européen Bernard Guetta, l'ancien ministre Hubert Védrine... –, Macron disait: «Oui, le temps venu...» «Mais rien ne bougeait, se souvient un ambassadeur. *Macron paraissait tenu par les Israéliens, on s'arrachait les cheveux.*»

Et c'est là, à Al-Arich, dix-huit mois après, en avril, que le Président a annoncé son intention de reconnaître un Etat palestinien. Sa visite à l'hôpital local – la première d'un dirigeant aussi près de Gaza – l'a secoué. Il l'a dit publiquement, son conseiller diplomatique, Emmanuel Bonne, soufflant de son côté: «C'est Holodomor», en référence à la famine organisée en 1933 par Staline en Ukraine. Mais sa décision avait été prise avant, dès sa visite à Riyad début décembre, quand fut scellé un «partenariat stratégique» avec MBS, comprenant notamment le Liban et Gaza, avec le principe d'une conférence commune, à l'ONU, «sur les deux Etats».

Macron a compris qu'il ne pouvait agir seul. Il a pris la mesure du

désastre, de la logique mortifère de Nétanyahou, avec qui les relations sont devenues, dit-on dans les deux entourages, «exécrables». Il a vu, sur les réseaux sociaux, le flot d'images, de vidéos de Gaza, la jeunesse mobilisée dans le monde entier, la popularité de Villepin, qui se rêve désormais à l'Elysée, partout applaudi, très écouté au Quai d'Orsay. Macron a entendu les leaders du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie, confondus de le voir si mobilisé pour l'Ukraine et si impuissant à Gaza, malgré son éternelle promesse: «*Pas de double standard.*» Ainsi a-t-il cheminé, singulièrement poussé par la dissolution, qui cantonne son vrai pouvoir à l'international. Et sa petite armée de communicants numériques branchée non-stop lui a confirmé que, la guerre durant, le soutien à Israël s'érode, les Français sont désormais sensibles à la cause palestinienne. «*L'effet repoussoir du début, lié au soutien de LFI, retombe, disent-ils. Presque deux tiers des Français soutiennent la création d'un Etat palestinien.*»

Le Président tient sa ligne: «*Je défends le droit légitime des Palestiniens à un Etat et à la paix, comme celui des Israéliens à vivre en paix et en sécurité,*» martèle-t-il le 11 avril sur X. «*Va te faire f...!*» a aussitôt chargé le troisième fils de Nétanyahou. Le père l'a appelé pour s'excuser, tout en l'accusant de faire le jeu du Hamas et alimenter l'antisémitisme. Le président français est conspué dans les médias, ciblé. Il sait que les dirigeants israéliens peuvent être redoutables, ordre a été donné aux services français de prendre des distances avec le Mossad.

#### LETTRE «D'ESPOIR»

Mais Macron prend grand soin de maintenir les liens avec les représentants de la communauté juive, encore réunis dernièrement à l'Elysée, pour tenter de calmer les inquiétudes. Il a reçu en urgence, le 18 mai, lors d'un dîner en tête-à-tête, le président israélien, Isaac Herzog, très remonté lui aussi. Le Président l'a assuré qu'il ne reconnaîtrait pas l'Etat palestinien sans conditions. Il a même obtenu une lettre «*d'espoir, de courage, de clarté*» de Mahmoud Abbas se disant soudain favorable à la démilitarisation du mouvement islamiste et condamnant le terrorisme, rendue publique mercredi soir sur Instagram. Des voies sont envisagées pour que les leaders restants du mouvement terroriste soient exilés vers Djakarta, Doha...

Le chef de l'Etat est aussi attentif aux pays du Golfe, au Qatar, propriétaire du PSG, fêté après sa victoire en Ligue des champions à l'Elysée et épargné lors de la remise du rapport sur les Frères musulmans. Puis il a inauguré le bureau du fonds souverain saoudien (Public Investment Fund) qui pèse 1000 milliards d'euros, récemment ouvert à Paris. Les équilibres sont fragiles, le monde vacille, Macron est sur la corde raide. Sans doute a-t-il en tête les mots d'Albert Camus, gravés en exergue des rapports d'Ofer Bronchtein: «*La paix est le seul combat qui vaille d'être mené.*»



Emmanuel Macron et Benyamin Nétanyahou, à Jérusalem le 24 octobre 2023. PHOTO C. ENA. REUTERS

# ÉDITOS /

# Interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans: le résultat de l'échec de la régulation

Par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**  
Chroniqueur politique

Disons-le d'emblée: si tant est que cela soit possible techniquement et sans en faire LA solution miracle face au mal-être d'une grande part de notre jeunesse et face à la violence extrême d'une plus petite part d'entre elles, interdire les réseaux sociaux aux enfants de moins de 15 ans – comme l'a souhaité Emmanuel Macron mardi et Gabriel Attal avant lui – apparaît comme un objectif vertueux. A minima comme le signal d'une société qui prend la mesure du problème, et qui pose un acte un peu plus que symbolique, de la même manière qu'il est légitime de vouloir proscrire pour les mineurs l'accès aux plateformes diffusant du contenu pornographique.

Les réseaux sociaux se sont imposés comme la principale source d'information, de divertissement et bien souvent de (dé)socialisation des plus jeunes. Tous les psychologues et les neurologues le disent avec inquiétude, leur consommation excessive par des ados de plus en plus jeunes, qui ont ainsi accès à des images ou des discours violents – donc traumatisants –, a des conséquences sur leur développement psychique.

L'addiction que beaucoup ont développée à l'égard de ces réseaux altère en outre leur rapport à la réalité, avec un impact sur leur vie familiale et scolaire, et plus largement leur capacité d'empathie et d'interaction avec autrui dans la réalité. Il est évidemment aventureux de faire un lien de causalité directe entre un passage à l'acte meurtrier comme celui de Nogent (Haute-Marne) et l'influence de tel ou tel facteur unique, mais au-delà de ces drames qui nous sidèrent, le mal apparaît généralisé. Et ses effets sur la santé mentale des plus jeunes semblent actés. A ce titre, la puissance publique a son rôle à jouer. En matière d'interdiction, comme c'est par exemple le cas pour les mineurs à propos de la vente d'alcool ou de cigarettes. Mais aussi, et même surtout, en matière d'éducation et de prévention, ce qui fait bien souvent défaut. Concernant les réseaux sociaux, on ne peut s'empêcher de constater que si on souhaite en bannir l'accès aux moins de 15 ans, c'est avant tout parce qu'on a été incapable d'imposer aux adultes qui font fortune de ce business une régulation digne de ce nom. Il y a là

un échec collectif qui s'est fait au nom d'une liberté absolue d'accès dont on n'a pas suffisamment mesuré les conséquences. Le débat est vieux comme YouTube ou Dailymotion, il a donc déjà deux décennies. D'un côté les géants du numérique, toujours plus puissants, se revendent comme de simples hébergeurs largement irresponsables des contenus que leurs plateformes accueillent et diffusent à grande échelle, sauf (et encore) quand ceux-ci leur sont signalés par les autorités. En face, nombreux d'Etats voudraient acter que Facebook, TikTok, X, Snapchat et cie doivent être considérés comme des médias sociaux et qu'il leur incombe, comme un média traditionnel, de rendre des comptes sur «leurs» contenus quand ceux-ci contreviennent aux principes élémentaires du droit. Et donc qu'ils se doivent de procéder à une stricte modération non pas a posteriori mais a priori. On en est loin et le vent que font souffler, dans l'Amérique de Trump, les propriétaires des plus grands acteurs du numérique, va dans le sens contraire, au nom

d'une liberté d'expression et de production sans limites éthiques qui sert en premier lieu leurs intérêts financiers. Rien ne suscite plus de réaction et de trafic que le choc ou la négativité, tandis que les algorithmes enferment chaque utilisateur dans une bulle où l'altérité est périphérique. L'Europe doit à ce titre prendre ses responsabilités. Sur le papier, c'est le cas. Mais dans les faits, le cadre plus contraignant que ses principaux leaders appellent de leurs voeux et que la Commission a mis sur pied (avec son règlement européen sur les services numériques, le fameux «Digital Services Act» ou DSA) peine à se concrétiser avec efficacité. Et il ne pose pas explicitement la responsabilité éditoriale des fournisseurs de contenus. Alors que les Etats-Unis ont mis en place un sévère bras de fer commercial jusqu'avec leurs alliés, il y a sur ce point un rapport de force qui peut être utile. Mais le fait que les principaux acteurs du numérique soient américains semble à l'inverse plutôt une source de tête-nie. A l'Europe d'affirmer son propre modèle de société sur ce sujet qui est tout sauf mineur. ◆

## «Enfants bienvenus»: l'inclusion nécessite bien plus qu'une vignette

Par **JULIETTE DEBORDE**  
Journaliste au service Modes de vie

La vignette ronde devrait faire son apparition sur les vitrines des commerces à partir de cet été, façon macaron du guide du Routard. Elle n'aura pas pour but de distinguer la qualité de la nourriture servie, mais de labelliser les lieux «pro enfants». L'annonce a été faite mercredi sur TF1 par la haute-commissaire à l'enfance Sarah El Haïry, et présentée comme une solution pour lutter contre la tendance «no kids». Ce mouvement, venu notamment d'outre-Atlantique et qui s'importe peu à peu, met les enfants, de manière assumée, au ban de certains lieux – hôtels, restaurants, avions... – comme le racontait Libé début 2024.

La démarche se veut participative: à partir du 5 juillet, les parents pourront recommander un établissement via une plateforme dédiée, sur la base de plusieurs critères, comme la proposition d'une «tarification enfant» ou la mise à disposition d'«aménagements adaptés», comme des chaises ou des espaces jeux. «C'est un mou-

vement qui assume de dire [aux enfants]: vous êtes les bienvenus», a déclaré El Haïry, vantant une supposée «tradition» française d'accueil des enfants. De quoi nous faire sursauter. Pas besoin d'être parent de famille nombreuse pour le savoir: en la matière, la France est loin d'être exemplaire. L'espace public est tout sauf pensé pour les familles. N'importe qui ayant déjà effectué un trajet en poussette en ville, à slalomer sur les trottoirs trop étroits et à chercher désespérément une bonne âme pour braver les escaliers du métro, peut en attester. Comme les personnes à mobilité réduite, ces publics sont de fait exclus des réseaux de transports en commun parisiens. Si, sur le fond, l'idée de labelliser les lieux où les enfants sont les bienvenus est louable, ce futur autocollant nous laisse dubitative – pas uniquement en raison de son visuel façon Manif pour tous et son slogan «le Choix des familles». L'inclusivité, la vraie, passe-t-elle vraiment,

en 2025, par l'apposition d'un sticker? Est-ce vraiment aux commerçants, restaurateurs et consorts, de porter seuls cette responsabilité? On craint même un effet pervers, qui ferait de ce macaron un outil pour attirer de nouveaux clients avec quelques mesures cosmétiques, ou de faire son beurre sur le dos des parents. C'est malheureusement déjà le cas: nombreux enfants se résument par exemple à des offres au rabais, plus pensées pour générer de la marge que pour s'adapter aux plus petits. Oui, comme le défend Sarah El Haïry, il faut lutter contre ce discours excluant qui résume les enfants à une nuisance. Celui-là même qui fait que le parent (souvent la mère) à la progéniture jugée trop bruyante ou encombrante doit encadrer les remarques assassines dans l'espace public. Mais pour faire évoluer le regard vis-à-vis des enfants, ce sont tous les espaces partagés – des guichets de la CAF aux supermarchés, en passant par les gares ou les trains – qu'il faut repenser, via une politique volontariste, des mesures financières incitatives et des normes d'aménagement plus contraignantes. Les exemples à l'étranger ne manquent pas si le gouvernement veut changer en profondeur les mentalités. Une société plus inclusive ne se réduit pas à un autocollant. ◆



# Après le crash d'un avion, l'Inde en état de choc

L'accident d'un Boeing d'Air India à destination de Londres, jeudi dans l'ouest du pays, n'a laissé qu'un survivant parmi les 242 passagers. Au sol aussi, le bilan pourrait être très lourd, alors que les raisons du drame restent inconnues.

Par  
**JULIEN LECOT**

**I**lest 13h39 (10h09 à Paris) jeudi quand un Boeing 787-8 décolle de l'aéroport d'Ahmedabad, dans l'ouest de l'Inde. Un peu moins de neuf heures de vol sont prévues jusqu'à l'aéroport Gatwick, à Londres. L'appareil d'Air Indian n'y arrivera jamais. Après quelques secondes dans les airs, l'avion perd soudainement de l'altitude avant de s'écraser dans une zone résidentielle. L'appareil explose au contact d'un immeuble qui héberge des docteurs et des étudiants en médecine.

Au décollage, 230 passagers se trouvaient à bord de l'appareil – 169 Indiens, 53 Britanniques, 7 Portugais

et 1 Canadien –, et 12 membres d'équipage. Soit 242 personnes en tout. Une seule a survécu, selon les médias indiens : un citoyen britannique de 40 ans, assis au siège 11A (*lire encadré*). Une cellule a été mise en place à l'aéroport de Gatwick pour accueillir les proches des victimes et leur transmettre «des informations et du soutien».

#### PAS DE SIGNALS DE DÉFAILLANCE

Le bilan est bien plus lourd encore puisque le crash a fait de nombreuses victimes au sol. D'après la police locale, au moins 260 personnes au total sont mortes dans l'accident et plusieurs dizaines sont soignées dans les hôpitaux d'Ahmedabad. Du personnel de l'armée indienne,

médical surtout, a été déployé près des lieux du crash. Et le trafic à l'aéroport international de la ville, le septième plus fréquenté du pays, a été suspendu.

Les causes de l'accident restaient inconnues jeudi soir. Le régulateur indien de l'aviation a expliqué que l'appareil a décroché juste après son décollage, en dehors du périmètre de l'aéroport. Il semble ne pas avoir réussi à prendre de la hauteur, sans qu'il n'y ait eu pour autant de signes extérieurs (fumée, explosion...) montrant une défaillance. Un signal de détresse a été envoyé par l'équipage juste avant la catastrophe. Selon une source proche du dossier, il s'agit du premier crash pour ce type d'appareil, entré en service en 2011 et utilisé par plus de 80 compagnies dans le monde.

Boeing a rapidement réagi, assurant «travailler à réunir le plus d'informations» sur le crash et adresser ses «pensées» à «toutes les personnes touchées». Le titre de l'entreprise a reculé de plus de 4 % à l'ouverture de Wall Street jeudi. Des enquêteurs américains et britanniques doivent se rendre rapidement sur place pour prêter main-forte à leurs homologues indiens. De son côté, Tata Group, l'actionnaire majoritaire d'Air India, a annoncé prendre en charge les frais médicaux des victimes et qu'il verserait 10 millions de roupies indiennes (plus de 100 000 euros) à chaque famille des défunt.

«La tragédie d'Ahmedabad nous a tous abasourdis et attristés. Cela nous brise le cœur au-delà des mots», a réagi le Premier ministre

indien, Narendra Modi, sur X, tout en adressant ses «pensées à tous ceux qui ont été affectés». Le ministre indien de l'Aviation, Ram Mohan Naidu Kinjarapu, s'est pour sa part dit «choqué et accablé» dans un communiqué : «Les secours sont mobilisés, et tous les efforts sont faits pour que les équipes médicales [...] soient envoyées rapidement sur le site.»

#### CATASTROPHES RARISSIMES

Le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, David Lammy, s'est, lui, dit «profondément attristé par la nouvelle d'un accident d'avion dévastateur à Ahmedabad» et a assuré «travailler avec les autorités indiennes pour établir d'urgence les faits et apporter un soutien». Son Premier ministre, Keir Starmer, assure également être «tenu informé de l'évolution de la situation».

Les catastrophes aériennes restent rarissimes. Depuis 2000, seuls six accidents aériens ont fait plus de 200 morts dans le monde. La plus récente remonte à avril 2018, quand un avion de l'armée algérienne s'était écrasé peu après son décollage d'une base au sud d'Alger, faisant 257 morts, majoritairement des militaires et des membres de leurs familles. Le dernier accident d'avion en Inde remonte à 2010, quand un appareil de la compagnie Air India en provenance de Dubaï s'était écrasé à l'atterrissement à Mangalore, dans le sud du pays – 158 passagers avaient été tués et huit personnes avaient réussi à s'extraire des décombres. ◆



#### LE MIRACLE DU SIÈGE 11A

Le Britannique Viswash Kumar Ramesh est le seul rescapé du crash du vol AI171. Retrouvé en vie aux abords des débris de l'appareil, il a été transporté à l'hôpital civil d'Ahmedabad où le journal indien *Hindustan Times* l'a rencontré : «Trente secondes après le décollage, il y a eu un grand bruit, puis l'avion s'est écrasé. Tout s'est passé si vite», a raconté l'homme de 40 ans. Les autorités ont confirmé qu'il était le seul survivant, et qu'il est «sous traitement». Vishwash Kumar Ramesh, qui dit avoir subi des «blessures dues à l'impact» au thorax, aux yeux et aux pieds, a été filmé peu après la catastrophe en train de marcher, légèrement boiteux, jusqu'au véhicule de secours. Toujours en possession de sa carte d'embarquement, il a indiqué au *Hindustan Times* qu'il voyageait sur le siège 11A avec son frère, Ajay, 45 ans, assis quelques rangées plus loin. Ils s'étaient rendus plusieurs jours en Inde pour rendre visite à leur famille et rentraient au Royaume-Uni. La survie de Vishwash Kumar Ramesh restait jeudi soir inexpliquée : «Quand je me suis relevé, il y avait des corps tout autour de moi. J'avais peur. Je me suis levé et j'ai couru. Il y avait des morceaux de l'avion tout autour de moi.» S.Ga.

12 membres d'équipage et



quelques secondes après son décollage seulement. PHOTO AP



230 voyageurs étaient à bord. PHOTO AMIT DAVE. REUTERS



Parmi ces derniers, 169 Indiens, 53 Britanniques, 7 Portugais et 1 Canadien. PHOTO AMIT DAVE. REUTERS

# OLIVIER FAURE

## «Au PS, on doit pouvoir penser contre nous-mêmes»

Réélu à la tête d'un parti réuni en congrès à partir de ce vendredi à Nancy, le premier secrétaire du PS promet la présentation d'un «projet» pour la fin de l'année et n'écarte pas une censure du gouvernement Bayrou sur les retraites ou le budget.

Recueilli par  
**SACHA NELKEN**

**A** près des mois de bataille interne, la grande réconciliation? A partir de ce vendredi, le Parti socialiste se réunit tout le week-end à Nancy pour conclure son 81<sup>e</sup> congrès. Tout juste réélu face à Nicolas Mayer-Rossignol (50,9 % contre 49,1 % des voix), le premier secrétaire Olivier Faure déclare vouloir ouvrir la direction à toutes les tendances... mais derrière la même ligne. Prônant une large rénovation du parti, il souhaite notamment lui faire prendre un virage écolo plus prononcé, et explorer les voies d'un «apaisement» de la société.

**Vous avez été réélu d'un che-  
veu à la tête d'un parti coupé  
en deux, réduit à 25 000 votants et dont  
rien n'indique qu'il jouera un rôle de pre-  
mier plan dans les prochaines échéances  
nationales. Quel rôle le PS peut-il encore  
jouer?**

Le Parti socialiste doit accepter de faire sa propre révolution. Ne pas cultiver une nostalgie, celle d'une hégémonie, et se contenter de reprendre le fil de l'histoire là où les Français l'ont interrompue, en 2017. La social-démocratie, en France et en Europe, a coïncidé avec une période de prospérité inégalée, où la question de l'épuisement de la planète n'apparaissait pas. Cette période est terminée. C'est pourquoi je plaide pour un socialisme écologique,

que, dans une société où la coopération se substitue à la compétition de tous contre tous.

**Les autres partis de gauche ont des récits assez clairs: LFI, un parti antisystème défenseur des minorités; les écos, l'éologie; le PCF, un parti anticapitaliste et patriote... C'est moins clair chez vous.**

Cela a longtemps été la force du PS: une identité floue qui permettait de faire coexister des personnalités, de Gérard Filoche à Dominique Strauss-Kahn. Le PS était le parti du vote utile à gauche. Nous étions LE parti de gouvernement. Mais la gauche n'est de gouvernement que si elle est d'abord identifiée comme étant de gauche. Nous devons être le parti de la réhumanisation et de la réconciliation.

Réhumaniser une société où le marché est le souverain et où

les êtres humains ne sont plus que ses rouages, comme producteurs ou comme consommateurs. Réconcilier une société fracturée où les droites divisent le peuple, et jettent les uns contre les autres les origines, les cultures, les mémoires, les religions, les territoires...

**Justement, le PS ne s'est-il pas trop éloigné des préoccupations concrètes des gens?**

Chaque semaine nous portons des contre-propositions à celles des libéraux. Si les débats stratégiques l'ont souvent emporté, c'est parce que nous étions dans une situation de fragilité, existentielle même. Pour ne pas devenir «le grand cadavre à la renverse» que tout



Olivier Faure  
à Paris, le 12 janvier.  
PHOTO MATHIAS  
BENGUIGUI, PASCO

le monde décrivait, ces enjeux stratégiques ont pris, c'est vrai, trop de place depuis 2018. Désormais, nous sommes sortis de l'époque où nous étions pestiférés: nous sommes depuis 2024 à nouveau un parti central à l'Assemblée. Mais soyons lucides, ce poids est décorrélé de notre poids électoral. Nous sommes redevenus aux européennes la première force à gauche mais pas une force suffisante pour atteindre seuls le second tour.

**On vous a reproché de ne pas avoir mis d'idées neuves dans le débat. Si vous deviez n'en porter qu'une en vue de 2027, quelle serait-elle?**

Qu'ont donc apporté ceux qui m'en font le reproche? Qui porte des idées neuves? A droite, ils piochent dans le répertoire de l'extrême

droite. A gauche, les solutions proposées sont très classiques et les insoumis ont fait de leur projet d'il y a quinze ans d'intangibles tables de la loi. En un an, j'ai écrit deux livres qui ouvrent des pistes. Pour ne prendre qu'un seul exemple concret, j'ai mis en débat cette proposition de «capital républicain» [*une dotation universelle et dégressive pour tous les enfants, ndlr*] pour sortir de l'héritocratie et de la reproduction sociale des inégalités.

**Sécurité, immigration, déficit, réarmement... : les grands sujets de la présidentielle se posent petit à petit, et la gauche a du mal à ramener la discussion sur son terrain. Le peut-elle?**

La droite est sur ses sujets de prédilection mais elle est à court d'idées. Qu'inventeront



repérage des enfants à la santé mentale déficiente? Le plan Neuder est un plan sans moyen. Avec un médecin scolaire pour 16 000 élèves, un psychologue pour 1 800, ce sujet n'a pas été pris à sa juste dimension et n'est clairement pas une priorité gouvernementale. Sur un autre plan, l'obsession de la droite pour l'islam est tout aussi consternante. Lorsqu'on bride les identités, lorsqu'on les blesse, on crée de la réaction, un cercle vicieux qui fait le jeu de la radicalisation. Il faut réconcilier les identités, en remettant au goût du jour les principes républicains.

#### Comment?

La laïcité est vécue par une part de la population comme une agression, parce qu'ils la vivent comme exclusivement dirigée contre eux. Nous devons faire comprendre qu'en réalité, elle protège tout le monde. Combien de temps allons-nous débattre sur les mères accompagnatrices de sorties scolaires qui portent le foulard? La loi les y autorise, stop, on ne va pas passer les prochaines décennies sur ce sujet électoraliste. Comment voulez-vous qu'un enfant musulman n'ait pas le sentiment d'être mis au ban lorsque sa mère ne peut pas lui tenir la main pour aller au musée?

#### Comment expliquez-vous que la première réponse politique au drame de Nogent soit l'installation de portiques et non le sujet de la santé mentale ou de l'éducation des jeunes?

La droite ne sait pas raisonner autrement que dans la surenchère avec l'extrême droite et dans une économie de moyens pour ne pas toucher à l'imposition des plus riches. Il faut réapprendre à vivre ensemble. La fraternité n'est pas un mot décoratif pour orner le fronton de nos mairies. Nous avons désappris à coopérer, nous survivons les uns contre les autres. Martine Aubry avait eu l'intuition du *care*, l'attention portée aux autres. A l'époque, beaucoup avaient trouvé ça fleur bleue, ça ne l'était pas. Cela exige beaucoup plus de courage que d'annoncer au 20 heures que l'on va interdire la vente de couteaux aux mineurs et c'est infiniment plus prescripteur de comportements.

#### Pour revenir au PS, quand présenterez-vous un projet complet aux Français?

Fin 2025. Les auditions commencent la semaine prochaine.

#### Le conclave sur les retraites touche à sa fin. Pour l'instant, aucun accord ne se dessine entre le patronat et les syndicats. Pourriez-vous censurer le gouvernement sur le sujet?

En fonction du résultat, oui bien sûr. Nous n'avons pas passé de pacte de non-censure avec le gouvernement. Nous avons eu la volonté d'arracher des concessions pour éviter le pire sur le budget 2025. Mais ce serait absurde de dire que nous ne censurerons plus. Nous sommes dans l'opposition, nous ne sommes pas l'assurance-vie de François Bayrou. Un pacte de non-censure n'aurait pu être conclu qu'à trois conditions : la fin du 49.3, l'obligation de changer de cap politique, et celle de ne jamais trahir le front républicain. Aucune condition n'est remplie.

#### Quelles seront vos lignes rouges pour le budget de 2026?

Ne pas détricoter le modèle social français qui assure la cohésion du pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Sur qui seront prélevées les 40 milliards d'économies annoncées? Sur les malades, les chômeurs, les retraités, les services publics. Pendant ce temps, la pseudothèse du ruissellement court toujours, et on ne touche pas aux grandes fortunes, quand, dans le même temps, elles ont vu leur patrimoine passer de 600 milliards à 1 200 milliards! On ne peut rien leur demander? Il est scandaleux que le gouvernement s'oppose à la taxe Zucman qui vise à prélever 2% sur des patrimoines de plus de 100 millions et dont

le rendement annuel est autour de 7%. C'est dingue que, dans notre pays, on vive mieux de la rente que de son travail.

#### Allez-vous vous lancer dans de nouvelles négociations avec le gouvernement sur le budget?

Si nous y sommes invités, nous discuterons, mais nous ne perdrons pas notre temps. Les économies, il faut en faire, mais pas sur l'efficacité des services publics et le réancrage territorial. On ne peut pas dire : «Oh là là, le monde rural a basculé à l'extrême droite», et en même temps : «On va supprimer les services publics dans le monde rural.» Ce qui coûte aujourd'hui, ce ne sont pas les étrangers mais l'optimisation et la fraude fiscale.

#### Vous avez dit vouloir «renverser la table» au PS. Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Désormais, que ce soit sur le plan organisationnel ou politique, nous devons être capables de penser contre nous-mêmes, de nous ouvrir, et d'aller chercher la radicalité, là où elle est nécessaire, c'est-à-dire en traitant les maux à leur racine.

#### A Nancy, qu'allez-vous proposer à vos anciens concurrents, Boris Vallaud et Nicolas Mayer-Rossignol?

La porte est ouverte à tout le monde. Tous ceux qui respectent la ligne stratégique fixée par le premier vote du congrès ont une place dans la direction. Et la définition du projet suppose de ne se priver d'aucun talent ou bonne volonté.

#### Sur les relations avec La France insoumise, peut-on résumer votre position ainsi : pas d'alliance de premier tour, mais des fusions possibles au second?

LFI n'est pas le centre du monde, ni de la gauche. Cette question obsède un tas de gens,

pas moi. Ils ne sont pas le diable et je ne leur serai jamais soumis. Je ne me lève pas chaque matin en me posant la question de LFI. Nous ne serons pas derrière Jean-Luc Mélenchon en 2027. Jean-Luc Mélenchon et les siens n'ont d'ailleurs aucune intention de participer à un processus collectif, ils refusent toute coalition au sens démocratique du terme. Il n'y aura pas davantage d'accord national aux municipales. Mais je ne confonds pas les échéances : à l'échelle d'une commune, un adjoint à l'urbanisme qui vient de LFI, où est le problème? C'est déjà le cas.

#### Que pensez-vous de la primaire, qu'il souhaite très ouverte, proposée par François Ruffin dans Libération?

La primaire est un des modes opératoires possibles. Il en faudra un. Je n'y suis pas hostile, je ne suis pas non plus un fanatique, parce que j'en connais aussi les vices. Cela supposera dans tous les cas que nous commençons par l'élaboration d'une plateforme commune. La question de l'incarnation ne doit pas brouiller le message collectif.

#### Est-ce que vous faites partie de ces potentiels candidats?

Le moment venu, il faudra choisir le ou la meilleure d'entre nous, celui ou celle qui fédère cet espace de la gauche et des écologistes. Dans l'attente, chacun devrait se mettre en situation de penser : «Si j'étais celui ou celle-là, serais-je prêt ou pas? Suis-je en mesure de faire gagner la gauche?» Et une fois que nous aurons bâti cette plateforme commune, nous pourrons nous dire : «Il y a des sensibilités, des caractères différents... Mais quel que soit le vainqueur, je suis prêt à faire campagne parce que ce qu'il ou elle porte, c'est notre dessein commun.» ◀

## CONCOURS PHOTO

La France d'après-guerre à travers la rephotographie

### Félicitations aux lauréats !



1<sup>e</sup> prix

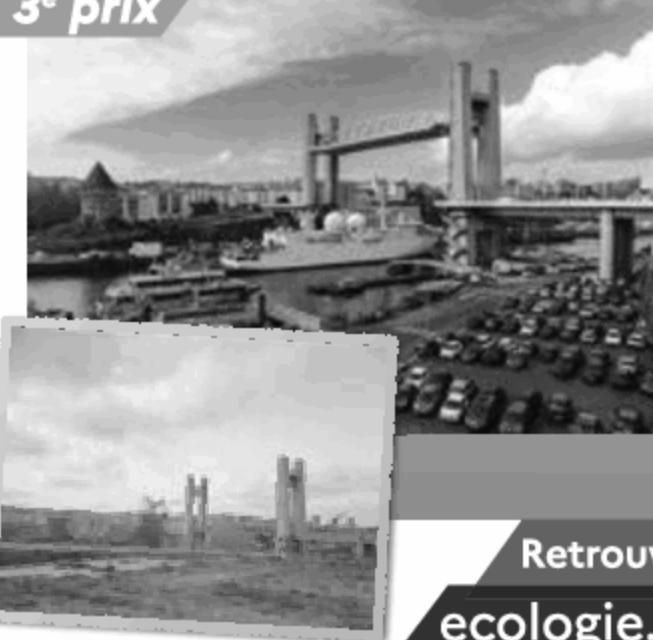


Aleksandr Filippov - Puteaux



Laurent Lê Quan Tho - Brest

3<sup>e</sup> prix



2<sup>e</sup> prix



Retrouvez les autres photos primées sur : [ecologie.gouv.fr](http://ecologie.gouv.fr)

Sur l'exploitation  
bio de Loïc  
Madelaine,  
le 26 janvier. PHOTO  
CAMILLE MCouAT



# Le bio fait un bond... mais craint le pis

Alors que les ventes en boutique de produits biologiques sont en hausse de 7%, le secteur, dans le collimateur de certains politiques, peine à suivre le rythme, selon l'état des lieux dressé jeudi par l'Agence bio.

Par  
**PAULINE MOULLOT**

L'exercice, habituel, avait une saveur particulière cette année. Pendant plus d'une heure jeudi, les responsables de l'Agence bio ont dressé l'état des lieux de la filière, en s'ajoutant une mission: convaincre du bien-fondé de l'existence même de leur agence. Chargée du développement, de la promotion et de la structuration du bio, celle-ci est dans la tourmente depuis plusieurs mois. Pourtant, bonne nouvelle, après deux ans d'une crise sans précédent, l'agriculture biologique a enfin connu un léger redémarrage en 2024. Les consommateurs sont «de nouveau au rendez-vous», se félicite ainsi auprès de Libé le président de l'Agence bio, Jean Verdier. Sur ce marché à 12 milliards d'euros, les dépenses des ménages ont augmenté de 0,8% l'an passé. Une croissance portée par la consommation à domicile, et en particulier par les magasins spécialisés, la vente directe et les commerces de proximité. Après la fermeture en 2023-2024 de plus de 300 boutiques bio, soit 10% du parc, celles-ci ont enregistré des ventes en hausse de 7%. «On a redressé le cap plus rapidement que la grande distribution», se réjouit Christelle

Le Hir, présidente de l'enseigne spécialisée la Vie Claire et du Synadis Bio, le syndicat des magasins spécialisés. «En 2022-2023, des problèmes de pouvoir d'achat et la concurrence de tous les autres labels, comme le "sans résidu de pesticides", sont venus perturber les consommateurs. Il y avait aussi eu une course à l'échalote de l'ouverture de magasins, à tous les coins de rue», analyse-t-elle. Aujourd'hui, les clients reviennent dans ces enseignes parce qu'«ils y trouvent un service qu'ils n'ont pas ailleurs, des fruits et légumes de saison, des produits de proximité et bons pour la biodiversité...» Dans leur panier, qui s'établit à 6% de bio depuis deux ans, ce sont surtout les légumes qui portent le marché.

## «NON-SENS»

En parallèle, conséquence de la crise, les surfaces cultivées sans pesticides, ni engrais de synthèse, connaissent malgré tout un léger repli pour la deuxième année consécutive (-2%). Au total, plus de 56 000 hectares de bio ont disparu de l'Hexagone. Ce sont en particulier les plus grandes exploitations, celles de grandes cultures (les céréales et oléagineux) qui ont réduit la voilure. En 2024, seulement 10% des surfaces cultivées sont en bio, alors que la loi d'orientation agricole votée en début d'an-

née a rappelé l'objectif de 21% d'ici à 2030. «Les surfaces reculent au moment où le marché redémarre, ce serait dommage que cela se traduise par davantage d'importations», alerte la directrice de l'Agence bio, Laure Verdeau, alors que 71% de la consommation bio est française (les produits importés étant principalement ceux que l'on ne produit pas, comme le cacao ou le café). En outre, quasiment toutes les filières animales sous ce label de qualité ont fortement baissé cette année. Déjà minime, le porc bio ne représente plus que 0,9% de toute la production de porcs. Un exemple, selon tous les acteurs, de la nécessaire mission de l'Agence bio pour relancer consommation et production. L'organisme, après avoir survécu en début d'année à une tentative de suppression par le Sénat, a appris il y a quelques semaines une diminution drastique (64%) de ses budgets, affectant son volet communication et ses aides à la structuration de la filière. En début de semaine, *l'Humanité* a dévoilé un document de travail du ministère des Comptes publics envisageant une fusion de l'Agence bio avec France AgriMer, chargée de verser certaines aides agricoles et de produire des indicateurs économiques, et l'Institut national de l'origine et de la qualité, qui réglemente les appellations et labels agricoles et alimentaires. Un «non-sens», a réagi Jean Verdier.

#### COUP D'AVANCE

Autre ombre au tableau, la tentative d'adoption à marche forcée de la loi Duplomb, qui vise notamment la réintroduction des néonicotinoïdes, et l'attentisme du gouvernement pour réattribuer au secteur l'enveloppe de la politique agricole commune prévue pour les conversions en bio, sous-utilisée jusqu'ici vu la crise. «On explique aux consommateurs les bienfaits du bio, une agriculture d'avenir, mais il faut encore plus l'expliquer aux politiques», regrette Jean Verdier. Les Français, en se tournant davantage vers le bio, auraient donc un coup d'avance sur les politiques qui les dirigent. Même écho du côté de Christophe Barnouin, PDG d'Ecotone, leader du secteur, qui possède notamment les marques Bjorg, Bonneterre et Alter Eco. «Les consommateurs sont de plus en plus informés, on voit une reprise de la consommation malgré le green bashing et la position du gouvernement qui est clairement pro-pesticides depuis dix-huit mois» et le mouvement de colère des agriculteurs conventionnels. Selon un sondage Ifop commandé en avril par la Maison de la bio, la fédération des transformateurs et distributeurs, 71% des répondants réclament du gouvernement des «actions fortes» pour réduire la présence de pesticides de synthèse, et 73% aimeraient consommer davantage de produits bio. «Le seul signal politique positif en ce moment, c'est l'inscription dans la Snanc [Stratégie du gouvernement pour une alimentation saine et durable, qui n'a pas encore été définitivement adoptée, ndlr] d'un objectif de 12% de consommation bio», note Claire Dimier-Vallet, déléguée générale de la Maison de la bio. «Quand on est en phase de reprise, on a de nouveau des projets et besoin de les accompagner», souligne celle qui voit un «mauvais signal» dans ces arbitrages budgétaires. «Une campagne de communication démarre tout juste, et on sait déjà qu'elle aura une espérance de vie limitée puisque les budgets vont être coupés, craint le nouveau coprésident de la Fédération nationale de l'agriculture biologique, Loïc Madeline. Or on a beau être les meilleurs, si on ne parle pas de nous, on ne sera jamais dans les paniers.»

# Aides de l'Etat: «Ce coup de pouce est crucial»

**Producteurs et transformateurs racontent en quoi l'annonce de baisse des budgets alloués à la filière bio va mettre à mal certains de leurs projets.**

**A** lors que le bio commence à reprendre des couleurs, le gouvernement a annoncé à l'Agence bio une baisse drastique de ses budgets. Le fonds Avenir bio, qui structure la filière, passe de 18 millions en 2024 à 8,6 millions cette année. Une décision qui met à mal plusieurs projets qui comprenaient sur ces financements pour se lancer ou se développer. Producteurs et transformateurs témoignent.

#### Céline Péloquin, les Fermes de Chassagne (Charente)

«Nous sommes un groupement de 30 fermes, représentant 40 producteurs 100% bio et 9 salariés en Charente et dans les départements limitrophes. On a créé une filière pour trier, transformer, conditionner et commercialiser nos productions de légumes secs, oléagineux et céréales. On a pris un virage très important, notamment grâce au fonds Avenir bio, en passant de cinq producteurs associés en 2019 à 40 aujourd'hui, et de 300 tonnes commercialisées à 2000. 40% des aides qu'on a touchées viennent du fonds. C'est 579 000 euros en 2022. Sans ces aides, on n'aurait pas pu mettre en œuvre cette filière, pour l'ouvrir à plus d'agriculteurs et faire un effet levier.

«Nous sommes engagés sur le commerce équitable, pour avoir des prix qui permettent aux agriculteurs de vivre, avec des exploitations de taille moyenne. On a 450 clients répartis dans toute la France: dans les petites épiceries, les Biocoop, les restaurants... Sans ces outils de triage et de stockage, la filière bio a du mal à émerger. C'est bien de produire, mais il faut aussi valoriser localement pour garder la valeur ajoutée sur le territoire.

«Dans la continuité de ce projet, on a eu l'idée de valoriser les coproduits (la partie non utilisée pour l'alimentation humaine) en les transformant pour l'alimentation animale. Ce qui permet de relocateur cette dernière, souvent importée. On a postulé pour cela au fonds Avenir bio pour demander 800 000 euros, mais on n'a plus aucune visibilité. C'est dommageable pour l'économie locale, les agriculteurs bio mais aussi les entreprises liées au projet et nos fournisseurs. Et développer le bio, ce n'est pas que pour les producteurs et les consommateurs, il y a des externalités positives pour la biodiversité, la qualité de l'eau qui risquent de s'effondrer en même temps que le fonds Avenir bio va s'arrêter.»

#### Sébastien Lemoine, la Fabrique à sucres à Escaudœuvres (Nord)

«La Fabrique à sucres, c'est une microsucrerie 100% bio et artisanale dans le cadre d'une filière équitable, pour écraser à terme 450 hectares de betteraves des Hauts-de-France et faire 2500 tonnes de sucre brut blond bio. Ce qui n'existe pas aujourd'hui. On a breveté un process qui consomme 50% d'énergie en moins qu'une sucrerie classique, on a permis de construire, le terrain, il ne nous manque que le financement. Qui prend du retard car on devait avoir une aide de 500 000 euros du fonds Avenir bio (sur un budget total de 14 millions). C'est le petit maillon qui permet de bou-

cler la chaîne, or l'Agence bio ne sait pas si elle pourra nous verser cette aide.

«Ça me révolte car le bio est un outil de la transition agricole. On est la seule agriculture résiliente, qui protège les sols et l'eau. Nous, on arrive à faire de la betterave sans néonicotinoïdes [ces insecticides dits tueurs d'abeille, qui devraient de nouveau être autorisés par la loi Duplomb], c'est plus qu'emblématique. Pour l'instant, comme il n'y a pas d'outils pour la transformer, on en fait très peu. Pourtant il y a une demande, on est en contact avec 180 acheteurs intéressés. Pour l'instant, ils font venir du sucre de canne bio d'Amérique latine et préféreraient se réapprovisionner en France. Ce sont des industriels, des artisans qui font du chocolat, des gâteaux, des confitures, et même des brasseurs.»

#### Jean-Guillaume Isenbart, cofondateur de la start-up laitière Bio&Lo

«On est trois anciens de chez Danone qui voulions trouver une solution pour mieux valoriser le lait bio en le transformant directement à la source. Si on veut encore avoir des éleveurs laitiers bio en France dans dix ans, il faut que leur travail soit reconnu et mieux valorisé. On leur propose des microlaiteries automatisées, qui permettent de sortir 200 ou 300 tonnes de yaourt par an, en vrac. On s'est lancés en 2020, aujourd'hui on travaille avec

trois fermes, elles seront cinq à la fin de l'année et on en vise dix l'an prochain. On propose à l'éleveur de racheter les yaourts qu'il a transformés et de les commercialiser, surtout en restauration collective. On est certifiés commerce équitable et bio. Quand vous achetez un yaourt industriel, 10% du prix revient à la ferme. Nous, ce sont les deux tiers. On a aussi développé des fontaines à yaourt, qui permettent d'économiser 90% de plastique via des ramequins.

«On a créé une filière entière avec les agriculteurs partenaires et nos clients. Sur une enveloppe globale de 3 millions d'euros, on a bénéficié en 2024 d'une aide du fonds Avenir bio d'un million. On s'est lancés en Normandie, Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes. Le fonds a clairement joué son rôle: aider à l'investissement pour amorcer un projet de développement, qui doit ensuite voler de ses propres ailes. En 2025, on a demandé la même enveloppe pour s'étendre dans le Sud et le Grand Est. On sait qu'avec cette subvention, on pourra être à l'équilibre et payer tous les fournisseurs et fabricants. Ce coup de pouce est crucial. On ne sait pas encore si on la touchera ou si on aura moins, mais cela envoie un message négatif pour les gens qui essaient, comme nous, de développer des alternatives économiquement viables au système agroalimentaire actuel.»

Recueilli par P.Mo.

# *Violences policières*

## Alhoussein Camara, mort loin des regards

Deux ans après son décès, les proches du Guinéen, tué à 19 ans par un agent de police près d'Angoulême, font vivre le souvenir d'un jeune homme apprécié et sans histoires, et dénoncent la criminalisation dont il a fait l'objet. Une «marche pour la justice» est organisée samedi dans la ville charentaise.

Par **ISMAËL HALISSAT**  
Envoyé spécial à Angoulême  
(Charente)  
Photos **CÉLINE LEVAIN,**  
**MIRAGE COLLECTIF**

**D**u souvenir d'Alhoussein Camara, il ne reste rien, ou presque. La chambre 208, qu'il occupait jusqu'à sa mort, dans le foyer de jeunes travailleurs d'Angoulême (Charente), est louée par un nouveau résident. La plupart de ceux qu'il a côtoyés ici sont partis. La seule trace du passage du Guinéen dans cet établissement qui accueille un peu plus de soixantedix personnes subsiste sur le mur d'une salle collective, mise à disposition pour jouer au baby-foot, regarder la télé ou discuter. Trois photos, format A4, y sont accrochées. Sur l'une d'elles, le jeune homme prépare à manger dans la cuisine commune. Sur une autre, on le voit dans une salle d'arcade, en train de jouer au palet sur table. La troisième le montre dans ce même espace de vie collective, entouré d'amis. C'est depuis ce foyer situé dans le centre-ville angoumoisin, où il a vécu un peu plus d'un an, que partira, samedi, deux ans jour pour jour après sa mort, une nouvelle «*marche pour la justice*».

Alhoussein Camara est tué, à 19 ans, au volant de sa voiture, le 14 juin 2023, d'une balle dans le dos,



Sékouba Kouyaté montre une photo de lui avec à sa gauche Alhoussein Camara.



Sous le pont de la RN10, rue de Royan à Saint-Yrieix-sur-Charente, à proximité du

tirée par le brigadier Pascal P. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres victimes de violences policières, il n'y a pas eu de mot des représentants de l'Etat, pas d'hommage, pas de soutien pour ses proches meurtris. A la place, il y a eu un communiqué du parquet, diffusé le jour des faits, qui reprend, sans distance, la version livrée par les policiers. Il y a aussi eu un processus de criminalisation du jeune homme, présenté comme un «délinquant» par les syndicats de police, et visé, dès les instants qui ont suivi son décès, par une procédure judiciaire. Une enquête contre un mort donc.

Les proches d'Alhoussein Camara, que *Libération* a rencontrés, ne comprennent pas pourquoi, sur la route de son travail avant même que ne pointe l'aube, il aurait tenté d'échapper à un contrôle en mettant en danger la vie d'un policier, comme le prétend le tireur. Sa famille et ses amis gardent la mémoire d'un jeune homme passionné de football, paisible, et déterminé à construire un avenir en France. «Alhoussein était allé à Angoulême pour avoir une vie meilleure, c'était un combattant, il



voulait vraiment réussir et faire plus pour nous aider», dit son grand frère, Ibrahima Sory Camara, 39 ans.

## Un lieu entre la ville et les champs

Il n'existe pas d'images pour comprendre les circonstances de sa mort, survenue treize jours avant celle de Nahel Merzouk. Il a été tué dans la nuit, sur une route départementale sans caméra de vidéosurveillance, à

Saint-Yrieix-sur-Charente, en périphérie d'Angoulême. Un lieu tampon entre la ville et les champs, où transsient les camions et les travailleurs, pratiquement vide d'habitations et de commerces. Pascal P., le

tireur, portait une caméra accrochée à son uniforme, mais cet appareil n'a rien filmé, faute de batterie. Les résidents d'un hôtel voisin n'ont rien vu, rien entendu. Les seuls témoins sont les quatre collègues du brigadier âgé de 52 ans à l'époque des faits.

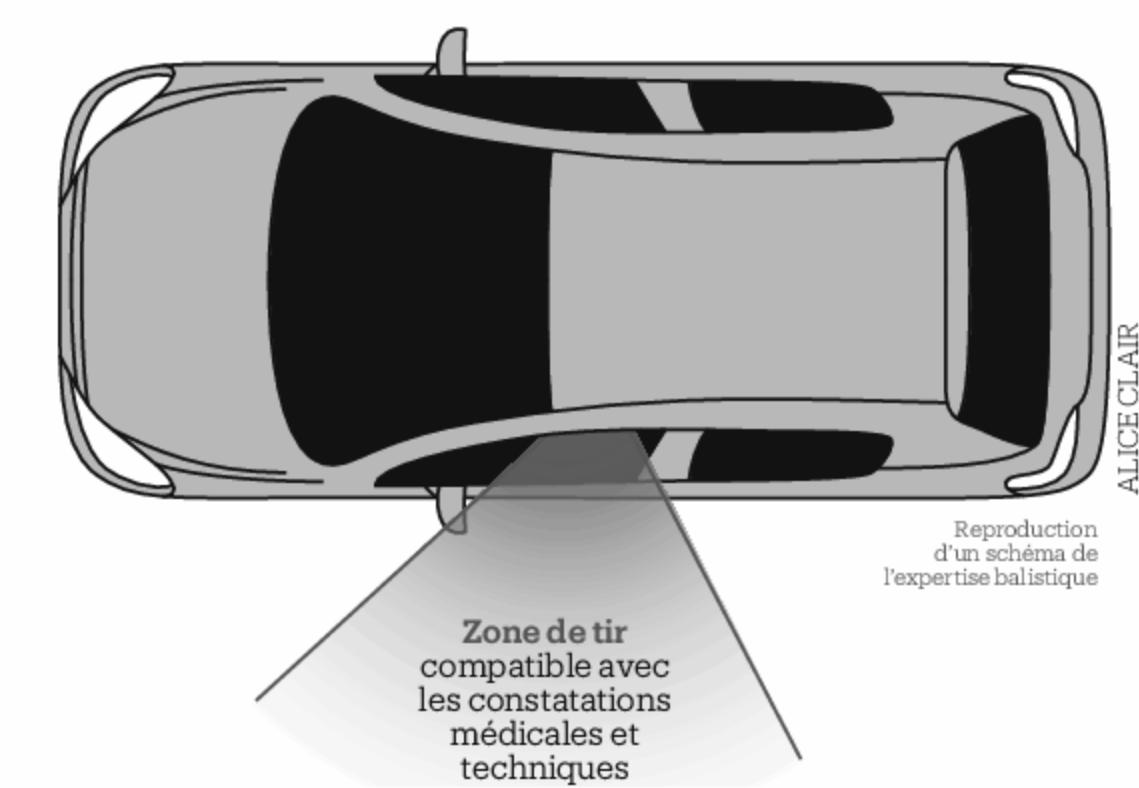
Ce 14 juin 2023, Alhoussein Camara quitte le foyer où il réside aux

alentours de 4h10. Le jeune homme travaille depuis quelques mois dans un entrepôt logistique de l'enseigne Intermarché, situé à une dizaine de kilomètres du centre-ville d'Angoulême. Pour un smic, il y prépare, dès l'aube, des palettes de produits livrés dans les supermarchés de la région. Après quelques centaines de mètres, Alhoussein Camara, titulaire du permis de conduire depuis peu, croise la route de la voiture de la brigade de nuit du commissariat d'Angoulême, dans laquelle se trouve Pascal P. Les agents décident de suivre le véhicule du Guinéen sans raison apparente. Dans leur procès-verbal, les policiers affirment qu'il a une conduite étrange, fait des «zigzags» sur la route. Une version démentie par l'exploitation des images des caméras de vidéosurveillance installées à cet endroit, tout proche de la gare.

A 4h19, un «refus d'obtempérer» est annoncé sur les ondes radio de la police. Alhoussein Camara continue de rouler vers son travail. Pratiquement aucune autre image n'est retrouvée par les enquêteurs pour reconstituer ce trajet. Les caméras d'une banque permettent d'observer le passage des deux véhicules, à un peu plus d'un kilomètre du lieu du tir. La Peugeot 307 grise conduite par le jeune homme est suivie de près par le SUV des agents, dont la rampe de feux rouge et bleu est allumée sur le toit. La sirène du véhicule est aussi audible sur l'enregistrement de la radio de la police. Les deux voitures circulent alors «sans grande vitesse», notent les enquêteurs de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), chargée des investigations.

Une minute plus tard, sur les ondes radio, Pascal P. affirme que le Guinéen roule à 110 km/h. Mais le jeune homme s'arrête pourtant à un feu rouge, quelques instants plus tard, juste avant l'entrée de la route nationale qui mène à l'entrepôt où il travaille. Les policiers profitent de cet arrêt pour l'encercler. Selon la description faite dans les auditions des agents, un véhicule se positionne sur sa gauche, et une barre avec des piquets est installée sur la route, à l'avant de la Peugeot, pour crever les roues en cas de démarrage. Le second véhicule de police lui barre la route à l'arrière.

Pascal P. se dirige alors vers le conducteur. Selon l'un de ses collègues, il sort de la voiture de police et braque tout de suite Alhoussein Camara. Pascal P. assure, lui, avoir brandi son pistolet plus tard. Toujours selon le récit des agents, le Guinéen fait ensuite une marche arrière et repart en marche avant. C'est à cet instant que Pascal P. affirme avoir été menacé par la trajectoire du véhicule. Il tire une fois. La balle entre dans le corps d'Alhoussein Camara sous l'omoplate gauche. La vitre de la portière du conducteur est explosée. Une première expertise balistique (*voir l'infographie*) réalisée dans l'instruction indique que le tireur se trouvait «sur la gauche du véhicule à proximité de la portière». Aucun autre impact n'est retrouvé dans la carrosserie. Le tir est annoncé sur les ondes de la



Reproduction d'un schéma de l'expertise balistique

Zone de tir compatible avec les constatations médicales et techniques

police à 4h23. La voiture roule en marche avant sur une centaine de mètres et s'arrête, les pneus crevés, contre le mur d'enceinte d'une maison. Les policiers sortent Alhoussein Camara du véhicule, le placent à terre et le menottent malgré son état. Selon le récit des agents, le jeune homme est encore vivant, ne parle pas, mais «gémît». Les agents décident finalement de commencer un massage cardiaque et sollicitent l'aide des secours. Les informations transmises par le commissariat d'Angoulême sont parcellaires, évoquant un blessé par balle, sans aucune précision sur son état. Un médecin du Samu décide d'envoyer une ambulance «dans le doute», selon la retranscription d'un échange téléphonique entre les secouristes. Après une tentative de réanimation, le décès du jeune homme est constaté sur place à 5h15.

## «La justice avance trop lentement»

Pascal P. justifie son tir par une situation de légitime défense. «J'ai tiré parce que je n'avais pas le choix, pour moi j'allais mourir», affirme-t-il lors d'un interrogatoire devant la juge d'instruction le 17 février 2025. Lors de ses auditions, le brigadier, qui se plaint d'une douleur au genou, est pourtant incapable de dire s'il a été touché par le véhicule d'Alhoussein Camara. «Je ne sais pas si j'ai été percuté, si c'est mon genou qui s'est dérobé», répond le policier à la magistrate. Lors d'un examen médical passé par Pascal P., deux jours après les faits, les images réalisées ne permettent pas de constater de blessure, et aucune trace d'impact n'est observée, mais les douleurs décrites par Pascal P. orientent le diagnostic vers «des lésions compatibles» avec des entorses du genou et la cheville. L'interruption totale de travail (ITT) est alors estimée à trente jours. Depuis le 28 juin 2023, Pascal P. est mis en examen pour meurtre et un contrôle judiciaire lui interdit pour l'heure d'exercer la profession de policier (*lire page 15*). Comme tout mis en cause dans une procédure pénale, il est présumé innocent. Contacté, son avocat, Lionel Béthune de Moro, indique que son client conteste avoir voulu tuer le

jeune homme. Le conseil des proches d'Alhoussein Camara, Arié Alimi, espère une clôture rapide de l'enquête : «La justice avance mais trop lentement. L'affaire concernant la mort de Nahel Merzouk est en passe d'être jugée. Les conditions de la mort sont similaires. Il est grand temps que l'instruction se termine.»

Cadet d'une fratrie de quatre garçons, Alhoussein Camara arrive à Angoulême en 2018, à l'âge de 15 ans. «Quand il nous a annoncé sa volonté de partir en France, on ne pouvait pas l'arrêter. Comme beaucoup de jeunes Guinéens, il rêvait de devenir footballeur professionnel», témoigne, depuis Conakry, son frère, Ibrahima Sory Camara. La famille se cotise pour rassembler l'argent nécessaire au départ. Le périple dure près d'un mois. «J'ai rencontré Alhoussein au Maroc en 2018, avant la traversée vers l'Espagne, dans la forêt de Gourougou», raconte Kerfalla Camara, 22 ans. Les deux Guinéens se lient d'amitié dans ce lieu de vie proche des villes de Nador et Melilla, où passent de nombreux migrants. Plusieurs d'entre eux ne survivent pas à la traversée en canot pneumatique.

Les deux adolescents, reconnus comme mineurs non accompagnés, sont pris en charge dans un foyer de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) près d'Angoulême. Ils jouent ensemble au foot dans une équipe composée de Guinéens et affrontent des joueurs d'autres nationalités lors de tournois estivaux. Alhoussein Camara était également membre du club local Leroy Angoulême. Sur le terrain et en dehors, ses camarades le surnomment Mbappé. «C'était son joueur préféré, il voulait être comme lui, il jouait aussi ailier gauche», confie Kerfalla Camara.

Le rêve d'Alhoussein Camara se heurte vite à la réalité après quelques mois passés à Angoulême. «Pour avoir des papiers, il faut travailler», résume Kerfalla Camara. Aidé par les services de l'ASE, le Guinéen passe un CAP restauration, un choix par défaut. Il travaille alors pendant deux ans dans un restaurant Buffalo Grill, mais les horaires fragmentés et le travail le week-end le découragent de continuer dans cette voie en dépit d'une embauche en CDI. «Il n'aimait pas ce travail, il disait tout le temps qu'il voulait le quitter car ça l'empêchait de jouer au foot», se remémore Makhissa Bangoura, 22 ans, qui a Suite page 14



Makhissa Bangoura, amie et ex-collègue d'Alhoussein Camara à Buffalo Grill.



Kerfalla Camara a rencontré Alhoussein au Maroc. PHOTOS C. LEVAIN/MIRAGE COLLECTIF

**Suite de la page 13** travaillé à Buffalo Grill avec lui pendant deux ans. Sur TikTok, le compte d'Alhoussein Camara conserve la trace de ses humeurs et de quelques pas de danse. «Il aimait les sons français pour danser, on était allés quelques fois en boîte de nuit», se souvient Makhissa Bangoura. Sur une vidéo, on voit le jeune homme mettre en scène son choix entre la Guinée et la France. C'est vers le drapeau bleu blanc rouge que sa tête se tourne. Asa majorité, Alhoussein Camara quitte l'ASE, obtient une place dans le foyer de jeunes travailleurs et, surtout, un titre de séjour valable quatre ans. Le permis de conduire, obtenu en début d'année 2023 et l'achat de sa voiture, lui ouvrent les portes de l'intérim et d'un travail dans la logistique, plus compatible avec sa passion pour le foot.

## «C'est très loin d'être un délinquant»

La mort d'Alhoussein Camara terrifie ses amis d'Angoulême, pour la plupart aussi originaires de Guinée. «Lorsque j'ai appris ça, je me suis dit que ça ne pouvait pas lui arriver, c'est impossible», confie Boubacar Traoré, 23 ans, résident du même foyer à l'époque. Il s'entendait avec tout le monde. Les deux hommes ont passé la soirée ensemble la veille du décès. «On a mangé dans ma chambre, ensuite on a fait quatre ou cinq matchs de Fifa et il est

allé se coucher car il devait se lever tôt pour aller travailler.» Tous les proches d'Alhoussein Camara rencontrés font part de cette même incompréhension.

Makhissa Bangoura, son ancienne collègue: «C'était un amour, quand j'étais à la plage il venait m'aider, quand il y avait des choses lourdes à porter aussi, et quand il terminait plus tôt que moi, il m'attendait pour que je ne rentre pas seule à pied.» Sékouba Kouyaté, 24 ans, se souvient avoir appris, le soir du 14 juin 2023, «que la police a tiré sur un Guinéen», sans plus de détail. Celui qui a été hébergé dans le même foyer de l'ASE est alors loin d'imaginer qu'il s'agit de son ami. «Alhoussein ne fait aucune bêtise, il ne s'embrouillait avec personne, il allait au travail, jouait au foot, et sinon, il restait chez lui. Je me suis demandé comment ça a pu lui arriver, je me le demande toujours. C'est très loin d'être un délinquant.» Un terme que Sékouba Kouyaté n'emploie pas par hasard. Il fait référence aux premiers articles parus sur les faits, et dans lesquels, la version policière et les propos syndicaux sont repris sans prudence.

Dans un communiqué publié le jour même, Alliance, syndicat proche de l'extrême droite, parle d'une «intervention d'une violence exceptionnelle» et la «détermination d'un délinquant qui n'a pas hésité une seule seconde à percuter un policier à pied». Alhoussein Camara n'a pourtant jamais été arrêté et encore moins condamné. Son nom est totalement inconnu de la police. Un

choix procédural de la procureure de la République d'Angoulême, Stéphanie Aouine, va participer à la criminalisation du Guinéen. La magistrate décide d'ouvrir une enquête contre Alhoussein Camara pour refus d'obtempérer et violences volontaires avec arme par destination sur agent de la force publique, en dépit de sa mort. Dans le cadre de cette procédure, naturellement classée sans suite un mois plus tard, des policiers du commissariat d'Angoulême perquisitionnent la chambre d'Alhoussein Camara, quelques heures après son décès.

«Les policiers se sont présentés sans nous donner le motif de l'enquête, affirme Emmanuelle Croisé, 38 ans, directrice adjointe de Charente habitat jeunes, l'association qui gère le foyer. On les a conduits dans son studio, je leur ai demandé s'il allait être au courant de la perquisition menée chez lui, en son absence, et on m'a répondu que ce serait le cas.» Dans sa chambre, au deuxième étage, les collègues de Pascal P. saisissent deux téléphones cassés, un ordinateur et une tablette. Dans leur procès-verbal, les agents se permettent quelques commentaires sur l'état du logement: «Les lieux sont plutôt propres, sans réel désordre, même si le lit n'est pas fait.»

La responsable interroge l'un des agents sur ce qu'elle devait faire de la trottinette qui chargeait dans sa chambre. «Le policier m'a dit: "Vous pouvez la débrancher, il ne reviendra pas", sans autre précision.» Le personnel du foyer pense alors qu'Alhoussein Camara va être incar-

céré. «C'était incompréhensible pour nous, ça ne collait tellement pas à ce qu'il était, c'est-à-dire quelqu'un de très sérieux, travailleur, particulièrement agréable, réfléchi dans tout ce qu'il faisait, irréprochable dans son attitude», retrace Sarah Besson, éducatrice de 38 ans qui l'accompagnait dans ses démarches.

## «C'était un jeune de chez nous»

Les deux femmes apprennent finalement le décès dans les médias. «On a compris en voyant une photo de sa voiture dans la Charente libre», se remémore Emmanuelle Croisé. Plusieurs résidents du foyer suspectent l'équipe encadrante de leur avoir caché les circonstances du décès d'Alhoussein Camara. «La réaction des jeunes était violente, certains étaient mutiques, d'autres pleuraient, d'autres étaient très en colère, dans l'incompréhension totale», se rappelle Sarah Besson. La structure associative met en place un lieu de commémoration pour que ses proches puissent déposer une fleur, un mot. «Personne ne nous a proposé une cellule psychologique pour nous aider», poursuit Emmanuelle Croisé.

Plusieurs questions posées dans les auditions menées par l'IGPN, dans l'enquête qui vise pourtant le policier Pascal P., surprennent aussi les proches d'Alhoussein Camara. «Comment dépensait-il son argent selon vous?», «diriez-vous qu'il s'emportait rapidement?», «avait-il l'habitude de sortir la nuit?», «avait-il des défauts?», «lui arrivait-il de consommer des produits stupéfiants ou autre?» Les analyses toxicologiques réalisées sur le corps du défunt ont pourtant démontré que le jeune homme n'avait consommé ni alcool ni stupéfiant. «Lui connaissez-vous des ennemis?» interrogent également les policiers. Réponse de l'un des proches du jeune homme: «Je pense que son seul ennemi est la personne qui l'a tué.» Plusieurs amis d'Alhoussein Camara font aussi part d'un sentiment ambivalent, depuis les faits, dans leur rapport à la France. «Ici, j'ai connu le meilleur et le pire», dit Boubacar Traoré. Moi comme Alhoussein, on est venu pour mener une vie tranquille, pour travailler et on nous a aidés, mais maintenant je me dis que la France, c'est pas pour nous et qu'il peut marquer la même chose.» «La France est un pays que j'aime, qui nous a tout donné, c'est pour ça que je demande justice», ajoute Bangaly Traoré, un de ses coéquipiers au football. Deux ans après sa mort, des militants locaux aimeraient un endroit dans la ville pour créer un lieu de recueillement. «On veut que chacun puisse s'identifier à son histoire, celle d'un jeune qui est tué par la police alors qu'il allait travailler», abonde Luc Marteau, président de la Ligue des droits de l'homme de Charente. C'était un jeune de chez nous: on veut que sa mort soit reconnue comme une histoire locale, c'était un Guinéen et un Angoumoisin.»

# Des interventions insistantes de la hiérarchie du policier

**Des courriers découverts par «Libé» révèlent les actions du commissaire divisionnaire Jean-Luc Taltavull dans la procédure judiciaire pour alléger le contrôle judiciaire du mis en cause.**

«*J*e vous sollicite respectueusement afin de savoir s'il vous paraîtrait envisageable de lever prochainement l'interdiction d'exercer les fonctions de policier qui frappe [Pascal P.]» Des courriers découverts par Libération montrent l'intervention du directeur départemental de la police nationale de Charente, le commissaire divisionnaire Jean-Luc Taltavull, dans l'enquête criminelle visant le policier Pascal P. pour le meurtre d'Alhoussein Camara. Ce Guinéen de 19 ans a été tué le 14 juin 2023, d'une balle dans le dos, lors d'un contrôle routier. En décembre 2023, le haut gradé de la police nationale écrit directement à la juge d'instruction chargée de l'affaire pour solliciter un allégement du contrôle judiciaire de l'agent qui exerce sous ses ordres, et lui permettre ainsi de retrouver un emploi au commissariat d'Angoulême. En dépit du refus de la juge d'instruction, en poste au tribunal judiciaire de la ville, Jean-Luc Taltavull décide d'affecter le policier mis en examen pour meurtre à un poste administratif. Ces messages révèlent également que l'agent a été soutenu financièrement par l'administration.

**Pécuniaire.** Dans un premier courrier du 15 décembre 2023, le numéro 1 de la police en Charente dit avoir «procédé en urgence, fin juin, à sa suspension administrative [de Pascal P.] afin qu'il ne se retrouve pas en absence irrégulière à l'issue de sa garde à vue». Cette manœuvre, déjà observée dans plusieurs affaires criminelles, permet au ministère de l'Intérieur de maintenir un salaire, hors primes, à des agents mis en examen et interdit d'exercer par la justice. Sans cette mesure de suspension, le policier poursuivi serait alors en «absence de service fait» et ne percevrait plus de salaire. Cette décision est une «mesure de pure bienveillance», selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, et ne s'impose donc pas au ministère de l'Intérieur.

Dans ce premier message, Jean-Luc Taltavull poursuit en demandant à la juge d'instruction Marion Aupied de permettre à Pascal P. de retrouver un travail à la direction départementale de la police, basée au commissariat d'Angoulême, où il travaillait dans la brigade de nuit, jusqu'à sa mise en examen. «L'administration centrale me demande d'explorer la possibilité d'une reprise progressive d'activité», expose-t-il. Et poursuit: «Cela nous permettrait, dans la mesure où son état le permettrait (il reste très affecté et s'en veut beaucoup), d'employer [Pascal P.] en tant que policier en charge de tâches logistiques et administratives en journée au sein du commissariat d'Angoulême.»

Le commissaire justifie ensuite cette demande pour permettre au policier mis en cause «un moindre isolement social» car «les cercles professionnel et amical se confondent souvent chez les personnels des brigades de nuit». Le directeur départemental de la

police évoque ensuite sans détour la motivation pécuniaire de sa demande: «L'intéressé – dont l'épouse est sans emploi – bénéficierait en outre d'un meilleur niveau de rémunération, puisque les primes (qui représentent une part significative de la rémunération des personnels actifs de police) pourraient être en partie rétablies.»

Sans réponse de la juge d'instruction, Jean-Luc Taltavull envoie un nouveau courrier une semaine plus tard, le 22 décembre 2023, et se montre encore plus insistant. «Je vous synthétise les options qui s'offrent à vous, qui toutes doivent être levées rapidement», expose le haut gradé.

**«Insupportable».** Jean-Luc Taltavull fait alors une liste de choix possibles selon lui. Premièrement, la juge pourrait lever l'interdiction d'exercer le métier de police en maintenant une interdiction de port d'arme, «option qui permet la plus grande employabilité de l'intéressé (et la moins violente symboliquement)». Deuxièmement, la juge autoriserait seulement un emploi administratif. Dans ce cas, le commissaire divisionnaire joint «à toutes fins utiles la fiche de poste que nous avons créée sur mesure pour lui». Dernier cas de figure, la juge d'instruction s'opposerait à toute reprise du travail: «Vous refusez ces deux options et prenez acte que nous nous efforcerons de renouveler en urgence sa suspension administrative avec maintien de plein traitement [salaire complet hors primes, ndlr].»

Le 2 janvier 2024, la juge d'instruction répond finalement au directeur départemental de la police. La magistrate rétorque que «seule la personne mise en examen peut valablement saisir le juge d'instruction d'une demande de modification de la mesure de contrôle judiciaire prononcée». Puis, Marion Aupied met en cause l'intervention de Jean-Luc Taltavull dans la procédure: «Aucun échange n'a vocalisé à intervenir entre le magistrat instructeur et le chef de service d'une personne mise en examen notamment lorsque celui-ci n'est pas parti à la procédure, celle-ci étant couverte par le secret de l'instruction.»

Ce rappel n'arrête pas Jean-Luc Taltavull. Le 12 avril 2024, il écrit à nouveau à la juge pour l'informer qu'il décide, malgré sa réponse, d'employer Pascal P.: «Je vous informe par la présente qu'à compter du jeudi 2 mai 2024, le brigadier-chef de police du service sera affecté au poste administratif de responsable logistique des moyens roulants et matériels.» Devant le fait accompli, la juge Marion Aupied décide, le 30 avril 2024, de durcir le contrôle judiciaire de l'agent pour éviter une telle situation et motive sa décision notamment pour éviter une concertation, voire une pression sur les autres policiers présents au moment du tir. Une décision confirmée par la chambre de l'instruction.

Informé de ces messages, l'avocat des proches d'Alhoussein Camara, M<sup>e</sup> Arié Alimi, dénonce une «attitude insupportable» du haut gradé: «Intervenir et faire pression sur le cours d'une enquête judiciaire impliquant un fonctionnaire de police démontre l'inconséquence des cadres du ministère de l'Intérieur.» Contacté par Libération, Jean-Luc Taltavull indique ne pas être autorisé à communiquer.

ISMAËL HALISSAT

# Libération

Guerre en Ukraine:  
le dernier bilan côté russe  
est-il crédible ?

Le préfet des Hauts-de-Seine va-t-il donner une conférence sur l'islamisme dans une église ?

Des drones «Predator» ont survolé Los Angeles pour surveiller les manifestants

Biens, assurances-vie, piano... Les six ministres de Bercy cumulent plus de 53 millions d'euros de patrimoine

**Vous demandez  
nous vérifions**



**Check News**

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN





LIBÉ.FR

### Adeptes du «charbon propre et magnifique», l'administration Trump dynamite les règles antipollution des centrales électriques

Dans l'univers dystopique façonné par Donald Trump, l'Agence de protection de l'environnement se voit confier la tâche de déréguler le secteur électrique, tandis que son patron vante, avec un enthousiasme désarmant, le charbon. La scène s'est jouée mercredi à Washington. Saluant un «jour très excitant», l'agence a ainsi entériné l'abrogation de plusieurs mesures environnementales adoptées sous la présidence Biden. PHOTO XXX

# L'ombre des Etats-Unis, grands absents, plane sur le sommet de Nice

**Attaquées par l'administration Trump, sciences et diplomatie océaniques tentent de sortir la tête haute de la conférence qui s'achève ce vendredi. La France, elle, affirme d'autant plus son rôle de leader dans la protection des océans.**

Par  
**JULIE RENSON  
MIQUEL**  
Envoyée spéciale à Nice

Prestigieux congrès de scientifiques, sommet des villes côtières, conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc-3)... Depuis une dizaine de jours, Nice est au cœur de la diplomatie océanique. Toutefois, une nation de rang manque à l'appel: les Etats-Unis, première puissance maritime mondiale possédant la zone économique exclusive (ZEE) la plus large du globe (environ 11,3 millions de kilomètres carrés, soit environ 8% de toutes les ZEE). Aucune délégation américaine n'a été envoyée au sommet onusien.

Le but de l'Unoc, accélérer les efforts pour la conservation et la gestion durable de l'océan, «est en contradiction avec la position des Etats-Unis», fait savoir à Libération l'ambassade des Etats-Unis en France. Seuls deux membres de la «task force présidentielle consultative sur l'environnement» se sont rendus dans la capitale de la Côte d'Azur en tant «qu'observateurs du gouvernement», précisent les officiels, sans donner leurs noms. «Ce n'est pas une surprise

venant de Trump, mais ça n'en reste pas moins décevant», juge John Hocevar, le directeur de campagne océan de Greenpeace USA. Pour lui, le président des Etats-Unis et son administration sont plus occupés à «saper la Constitution américaine, expulser illégalement des immigrés et ramener l'Amérique cent ans en arrière», qu'à renforcer la protection des écosystèmes océaniques. Cette semaine, Donald Trump, en pleine crise californienne, n'a eu aucun mot pour le sommet de Nice. «L'océan n'est pas à son agenda, sauf quand il s'agit de produire de la richesse avec», peste John Hocevar.

**«Far West».** En avril, le président américain a en effet signé coup sur coup deux décrets allant à l'encontre des objectifs de l'Unoc. Le premier vise à réautoriser la pêche commerciale dans un vaste sanctuaire marin de l'océan Pacifique. Le second porte sur l'accélération de la délivrance de permis d'extraction minière des fonds marins en haute mer, dans des zones «au-delà de la juridiction nationale», en vue de contrer le leadership de la Chine sur les métaux critiques. Le sujet est au cœur des discussions à Nice, alors qu'aucun code minier n'a encore été adopté au sein de l'Autorité internationale des fonds marins et que 37 pays - France en tête - appellent à un moratoire sur l'exploitation des abysses.

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a martelé que les grands fonds marins ne devaient pas devenir un «Far West», tandis que

le président brésilien, Lula, a dénoncé «la menace de l'unilateralisme» planant sur les océans. De son côté, la diplomatie française milite pour que le retrait américain ne devienne pas une fin de non-recevoir. «Quand on a 92 % des droits de vote dans la propriété, ce n'est pas celui qui a 8 % des droits de vote qui peut bloquer les travaux», a lancé Emmanuel Macron mardi soir sur France 2.

Depuis le début du sommet, le chef de l'Etat tente de redonner un second souffle au multilatéralisme à travers, notamment, la ratification du traité sur la haute mer, le BBNJ, qui permettra de «s'écarter du droit qui s'oppose aussi aux Etats-Unis d'Amérique». «Quand il entrera en vigueur, si un acteur américain, chinois, ou quelle que soit sa nationalité, va faire des bêtises en haute mer qui ne sont pas conformes à ce traité, la communauté internationale pourra le sanctionner», précisait Emmanuel Macron lundi.

Malgré l'absence de représentation officielle, les Etats-Unis étaient bien présents dans les discussions niçoises, assure le directeur de recherche au CNRS Jean-Pierre Gattuso. Le dé-sistement des chercheurs travaillant au sein d'agences fédérales américaines (Noaa, Nasa, etc.) n'a pas empêché 170 autres scientifiques américains rattachés à des universités de se rendre au congrès des scientifiques à Nice, du 3 au 6 juin. L'ancien secrétaire d'Etat américain John Kerry a aussi fait plusieurs interventions ces derniers jours, condamnant le déréglement environnemental de Trump et assurant qu'une partie de



Emmanuel Macron à Nice, lundi. PHOTO CHRISTIAN HARTMANN. AP

l'Amérique comprenait «l'importance de la préservation de l'océan pour l'espèce humaine».

**«Crédibilité».** La maire de la Nouvelle-Orléans, LaToya Cantrell, a de son côté affirmé lors du sommet des villes côtières, à Nice aussi, en marge de l'Unoc, que nous n'avions «pas le luxe de nier le changement climatique» à l'heure où nos villes subissent «des épisodes de canicules extrêmes, inondations, tornades, crues et une salinisation des côtes». On ne peut nier «l'éléphant dans la pièce», à savoir «de peu de crédibilité que nous, américains, avons actuellement sur ce sujet», a pointé la démocrate,

en référence au climatoscepticisme assumé au plus haut sommet de son pays. «Mais nous devons montrer qu'aux Etats-Unis, les maires de villes côtières sont sur la ligne de front, a-t-elle insisté. Il n'y a qu'une seule planète et un seul océan.» Pour moult observateurs, le retour en arrière océanique des Américains est une belle opportunité pour l'Europe, et en particulier la France, de revendiquer un rôle de leader. «Qui va le faire en Europe? Pas les Allemands, ni les Italiens ou les Espagnols... La France doit être au rendez-vous pour montrer le chemin, juge l'activiste franco-américaine Alexandra Cousteau, conseillère de

l'ONG Oceana et petite-fille du commandant Cousteau. Mais si Emmanuel Macron maintient la politique du cas par cas dans les aires marines protégées et se contente d'élargir les zones protégées en outre-mer, sans agir en métropole, il ne sera pas à la hauteur du rôle de champion de l'océan qu'il veut se donner.» «Trump nous met une épée de Damoclès avec sa remise en cause de la rationalité. Oui, ça fait peur, nous devons être très vigilants», abonde l'océanographe Françoise Gaill, vice-présidente de la Plateforme océan et climat. Dans cette sombre atmosphère, conclut-elle, «la science peut être un moyen de résister». ◀

**L'HISTOIRE  
DU JOUR**



LIBÉ.FR

## «Chaque jour, nous constatons que Daech repasse à l'action» : le casse-tête sécuritaire syrien

Dans l'est du pays, l'Etat islamique continue de prospérer de part et d'autre de l'Euphrate, ce fleuve qui sépare les territoires sous contrôle de la coalition arabo-kurde et du nouveau gouvernement. Ces dernières semaines, une même peur semble unir les deux camps : celle de voir resurgir les fantômes de l'organisation Etat islamique. PHOTO ALEXANDRA HENRY. HANS LUCAS

# 122,1 millions

**C'est le nombre de personnes déplacées de force dans le monde.** Fin 2024, il était de 123,2 millions. Une baisse, en seulement quelques mois, qui s'explique par la chute du dictateur Bachar al-Assad et le retour de près de 2 millions de Syriens dans leurs foyers. A la mi-mai, on estime que plus de 500 000 d'entre eux sont rentrés dans leur pays depuis l'étranger, tandis qu'environ 1,2 million de déplacés internes sont retournés dans leur région d'origine depuis fin novembre.

Mais c'est une amélioration qui pourrait être de courte durée. L'évolution de cette tendance dépendra essentiellement de la tournure que prendront les principaux conflits et crises que connaît le monde actuellement. «Nous vivons une période de grande volatilité dans les relations internationales, où la guerre moderne crée un paysage fragile et déchirant marqué par des souffrances humaines aiguës», a souligné le Haut-Commissaire des Nations unies aux réfugiés, Filippo Grandi. Les principaux responsables de ces déplacements forcés restent les grands conflits, notamment ceux se déroulant au Soudan, en Birmanie ou encore en Ukraine. «Nous devons redoubler d'efforts pour rechercher la paix et trouver des solutions durables pour les réfugiés et les autres personnes forcées de fuir leur foyer», a insisté Filippo Grandi. Le Soudan, où la guerre civile fait rage depuis avril 2023, est le pays qui compte le plus de déplacés de force : 14,3 millions.

**«Je suis beaucoup moins confiant qu'auparavant de parvenir à un accord avec l'Iran.»**



**DONALD TRUMP** président des Etats-Unis

Cette phrase, prononcée mercredi par le président américain, résonne encore plus fort. Alors que les deux pays tentent de s'entendre sur un potentiel texte qui empêcherait l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, l'Agence internationale de l'énergie atomique a adopté jeudi une résolution condamnant l'Iran pour «non-respect» de ses obligations de non-prolifération nucléaire. Cet avertissement survient dans un climat très crispé. La république islamique est le seul Etat non doté d'armes atomiques à enrichir de l'uranium (processus nécessaire pour créer un combustible nucléaire) au niveau élevé de 60%, selon l'agence, alors que 90% sont nécessaires pour fabriquer une bombe atomique. L'Iran a même annoncé depuis qu'il allait construire un nouveau site d'enrichissement d'uranium.

## Les sénateurs rejettent la «taxe Zucman» sur les ultrariches

Il y a un précédent historique que l'économiste Gabriel Zucman, professeur à l'université de Berkeley en Californie et à l'Ecole d'économie de Paris, aime à rappeler ces derniers temps. En 1909, la chambre des députés adopte l'impôt progressif sur le revenu avant que le Sénat, à majorité conservatrice, ne bloque le texte plusieurs années. Il finira par l'adopter cinq ans plus tard. S'il n'est pas dit que l'histoire se répète, il va falloir en tout cas patienter avant qu'un impôt plancher de 2% sur le patrimoine des ultrariches soit instauré en France. Son principe a bien été largement adopté par l'Assemblée nationale en février, mais jeudi une majorité de sénateurs l'ont rejeté. La proposition de loi, portée par le groupe Les Ecologistes à l'Assemblée par les voix des députées Clémentine Autain et Eva Sas, a été écartée à 188 voix contre (129 pour). Le dispositif fiscal inspiré par les travaux de Zucman aurait concerné environ 1 800 personnes au patrimoine supérieur à 100 millions d'euros, soit

0,01% des contribuables, et rapporté, selon les chiffres, entre 15 et 25 milliards d'euros. Il aurait permis également de faire en sorte que les plus riches paient proportionnellement autant d'impôts que les autres contribuables. Il aurait ainsi mis un terme à la dégressivité de l'impôt dont ils profitent aujourd'hui. Cette anomalie a été mise en évidence, il y a deux ans tout juste, par les chercheurs de l'Institut des politiques publiques (IPP) : pour cette petite catégorie de la population, les taux effectifs d'imposition deviennent décroissants, notamment parce qu'une grande partie de leurs revenus économiques, logés dans des holdings, échappent à l'impôt sur le revenu. Cela a été démontré en France, mais aussi dans plusieurs autres pays européens.

**Marginal.** Mais voilà, les sénateurs de droite et du centre, ainsi que le gouvernement, ont recyclé les arguments que les promoteurs de la loi avaient tenté de déconstruire un à un. A commencer par celui

du risque d'exil fiscal alors que les études ont montré que si ce phénomène existait bien, il restait marginal. A la tribune, Amélie de Montchalin, la ministre chargée des Comptes publics, a ainsi déclaré ne pouvoir «tolérer» une réforme qui «provoquerait des expatriations certaines pour un rendement incertain». Le rapporteur de la commission des finances, Emmanuel Capus (Horizons), a remis en cause la méthodologie des chercheurs, dénoncé les «faiblesses d'ordre constitutionnel ou économique», affirmé que «cet impôt dissuaderait la création de nouvelles entreprises» et préconisé de «baisser les impôts de tout le monde». Quelques centristes (14) se sont néanmoins laissé convaincre, à l'image du sénateur du Cantal, Bernard Delcros. «A un moment où on appelle les Français à faire un effort pour redresser les comptes publics, les plus grandes fortunes doivent faire un effort de solidarité à la hauteur de leur capacité», expliquait-il peu avant le vote. C'est une mesure de justice fiscale nécessaire, on ne

résoudra pas la question de la fuite en avant de l'endettement uniquement en réduisant les dépenses.»

**Combat.** Le sénateur communiste du Val-d'Oise, Pierre Barros, appelle, lui, à «continuer ce combat juste». «Ne pas considérer le problème d'équité par rapport à l'impôt n'est plus défendable», insiste-t-il. Si cet impôt plancher interrompt son chemin parlementaire, il est toujours discuté dans les enceintes internationales. Il rallie aussi de plus en plus largement en France, parmi les économistes, avec notamment Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry.

Après avoir critiqué un rejet qui «n'est qu'un combat d'arrière-garde», Gabriel Zucman a réagi sur X : «C'est maintenant au gouvernement de l'inscrire dans le projet de loi de finances pour 2026. Nous ne pouvons pas nous permettre à nouveau de perdre cinq ans, comme en 1909. Dans la situation budgétaire, politique et géopolitique actuelle, ce serait une terrible erreur.»

**ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER**



## Canada Les forêts à nouveau en proie aux flammes

Le pays connaît une saison de feux de forêt précoce et extrême avec déjà plusieurs mégafeux actifs. Les flammes gagnent en intensité et menacent des villes proches de Vancouver, dans l'ouest du pays. Les autorités préviennent que la situation risque encore de se détériorer au cours de l'été. Cela rappelle les incendies records de 2023, lors de laquelle 3,5 millions d'hectares étaient déjà partis en fumée, soit un peu plus que la superficie de la Belgique. Quelque 225 feux sont actuellement actifs dans le centre et l'ouest du pays, et plus de 30 000 personnes ont déjà dû être évacuées.

## Archéologie Une épave du XVI<sup>e</sup> siècle découverte au large de Ramatuelle

Les vestiges «exceptionnels» d'un navire marchand de la Renaissance ont été trouvés à 2567 mètres de profondeur par des militaires. Cette épave devient la découverte la plus profonde dans des eaux sous juridiction française. «On a une capsule temporelle, affirme Arnaud Schaumasse, directeur du Département des recherches archéologiques sous-marines (Drassm). Le temps s'est arrêté sur cette épave.» C'est donc un site au «très fort potentiel archéologique». Ici, on peut admirer sa cargaison de céramiques.

## Lyon Bruno Retailleau dissout le collectif antifasciste la Jeune Garde

Dans un message posté sur X, jeudi, le ministre de l'Intérieur s'est félicité «que les organisations la Jeune Garde et Lyon Populaire aient été dissoutes en conseil des ministres». Un collectif antifasciste et un groupe d'extrême droite mis sur un pied d'égalité, donc... L'organisation la Jeune Garde a été créée, en 2018, dans l'espoir de «donner un nouveau souffle» au mouvement «antifa» à Lyon où l'extrême droite est très active. Ses militants avançaient à visage démasqué et prenaient la parole publiquement.



LIBÉ.FR

### Mort de Bernard Cassen, journaliste et cofondateur d'Attac

Cofondateur de l'association altermondialiste en 1998 et de l'université de Vincennes, devenue Paris-VIII, ancien directeur général du *Monde diplomatique*, Bernard Cassen est mort jeudi à 87 ans des suites d'une maladie neurologique. PHOTO AFP



Un manifestant à Ballymena (Irlande du Nord), mercredi. PHOTO PAUL FAITH. AFP

# L'Irlande du Nord en proie à une flambée de violences racistes

**Depuis lundi, des émeutes ont éclaté chaque nuit dans des quartiers à majorité unioniste, prenant pour cible les personnes immigrées après l'inculpation de deux adolescents pour tentative de viol.**

Par  
**JULIETTE DÉMAS**  
Correspondante à Londres

**E**n Irlande du Nord, la violence a parfois un aspect récréatif. Pour tromper l'ennui, des jeunes lancent des cailloux ou se provoquent à la frontière des quartiers catholiques et protestants. Certaines dates et fêtes traditionnelles attisent les tensions, et voient les

villes se vider de l'une ou de l'autre des deux communautés. L'arrivée des beaux jours, quand le soleil de juin ne se couche pas avant 22 heures, nourrit en général l'agitation et les heurts.

Dans ce calendrier bien réglé, il arrive que la situation dégénère. La province britannique combine un manque d'investissements, un fort taux d'inactivité et un déficit d'opportunités, tandis que son gouvernement local bute constamment sur des questions ethniques. Elle reste divisée, hérissée de murs et de codes implicites qui font perdurer une ségrégation de fait. Mais cette semaine, des démonstrations de violence ont pris un tournant bien plus sinistre qu'à l'accoutumée, en changeant radicalement de cible.

Lundi, deux adolescents passaient devant la justice à

Ballymena, ville aux trois quarts unioniste (communauté pro-Royaume-Uni, le plus souvent protestante). Accusés de violences sexuelles sur une jeune fille, ils confirment leurs noms et leurs âges en roumain par l'intermédiaire d'une interprète, et plaignent non coupable d'une tentative de viol oral. Une manifestation pacifique en soutien à la victime est organisée le soir même, et il ne faut pas longtemps pour que des individus masqués se mettent à construire des barricades et à lancer des projectiles sur les maisons.

**«Ils sont d'ici ?»** Au cours de cette nuit puis des deux suivantes, des habitations sont attaquées, des résidents et policiers blessés, et plusieurs personnes arrêtées. Mercredi soir, les violences se sont répandues à Carrickfer-

gus, aux quartiers Nord de Belfast et à Larne où un centre de loisirs a été incendié. Autant de villes et de rues où vit une classe populaire blanche et appauvrie, qui se sent délaissée par Londres, caricaturée par les médias, et lésée par le Brexit.

Pour être épargnées, des familles ont accroché l'Union Jack à leurs fenêtres et scotché des pancartes «foyer britannique» bien en évidence sur leurs portes. D'autres, soucieux de se différencier des communautés roumaines, ont affiché un autocollant annonçant qu'ils sont philippins. Des vidéos enregistrent des propos que s'échangent les manifestants lors de l'attaque contre une maison : «Il y a quelqu'un dans cette pièce! — Oui, mais ils sont d'ici? — S'ils sont d'ici, qu'ils sortent. S'ils sont pas d'ici, qu'ils y restent, putain!»

Les violences ont été dénoncées par le Premier ministre britannique, Keir Starmer, et par la plupart des responsables politiques nord-irlandais, la Première ministre, Michelle O'Neill, y voyant «du pur racisme». Dans une déclaration commune, trois des principaux partis ont rappelé que «ceux qui instrumentalisent la situation pour attiser les tensions raciales ne se soucient pas de la justice et n'ont rien à offrir à leurs communautés, si ce n'est la division et le désordre». Mais certaines voix ajoutent à la haine. Comme celle de Jim Allister, député du TUV, le parti unioniste le plus à droite, qui a notamment affirmé que «des tensions s'accumulaient [à Ballymena] depuis un certain temps déjà», et affirmé que les autorités avaient «refusé d'affronter la dimension raciale» de la si-

tuation. Il dénonce «une immigration incontrôlée dépassant les capacités d'accueil de la ville».

En Irlande du Nord, le taux de violences conjugales est plus élevé qu'en Angleterre ou au Pays de Galles. La prévalence des féminicides perpétrés par un partenaire y est aussi supérieure au reste du Royaume-Uni. Une déclaration de l'association White Ribbon NI pointe «la persistance de l'influence paramilitaire», «les complexités liées au maintien de l'ordre» et «une méfiance profondément enracinée envers les services de police» qui créent «un environnement où la violence est banalisée». En revanche, l'immigration reste un phénomène récent en Irlande du Nord, où seulement 3,4% de la population est issue de minorités.

**Impression.** Autant de statistiques n'ayant que peu d'importance pour les émeutiers, qui ont l'impression que les personnes immigrées ou réfugiées ont droit à plus d'aides sociales et contribuent à l'insécurité. Selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, Ballymena ne compte aucun demandeur d'asile recevant des aides locales, mais cette perception reste répandue, et alimentée par les réseaux sociaux.

L'embrasement n'est donc pas totalement inattendu. Il s'agit de la troisième vague d'émeutes de ce genre entre l'Irlande, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord en deux ans. A chaque fois, un incident violent est instrumentalisé et débouche sur des émeutes. Il y avait d'abord eu la République d'Irlande, en décembre 2023, après une attaque au couteau devant une école de Dublin par un homme d'origine algérienne naturalisé irlandais. Des manifestants avaient incendié des centres d'accueil pour réfugiés. A l'été 2024, après le meurtre de trois fillettes à Southport, en Angleterre, c'est tout le Royaume-Uni qui s'était soulevé. L'Irlande du Nord n'avait pas fait exception et, chose rarissime, unionistes et nationalistes venus de la République d'Irlande avaient alors défilé côté à côté au cours d'une manifestation contre l'immigration. ♦

## Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (O,237€ HT).

## 75 PARIS

### Enquête publique



#### RAPPEL - AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

##### Projet de révision du zonage pluvial de la Ville de Paris

Par arrêté municipal, Madame la Maire de Paris ouvre une enquête publique du jeudi 12 juin 2025 à 9 h au vendredi 27 juin 2025 à 17 h.

L'enquête publique a pour objet le projet de révision du zonage pluvial porté par la Ville de Paris, portant sur l'ensemble du territoire parisien, y compris le bois de Boulogne et le bois de Vincennes. Ce projet vise à modifier les règles de gestion des eaux pluviales et la délimitation des zones où elles sont applicables. Ces règles sont opposables aux projets de constructions neuves, d'extension, de surélévation et de restructuration lourde de constructions existantes, ainsi que d'aménagement et de réaménagement d'espaces non bâties.

L'enquête publique est ouverte du jeudi 12 juin 2025 à 9 heures au vendredi 27 juin 2025 à 17 heures, soit pendant 16 jours consécutifs.

Madame Marie-Claire EUSTACHE, architecte, urbaniste, programmiste, a été désignée en qualité de commissaire enquêteuse. Monsieur Stanley GENESTE, consultant en urbanisme et en aménagement, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement, 1 place d'Italie, 75013 Paris.

Le dossier d'enquête mis à la disposition du public contient notamment le projet de révision du zonage pluvial, les informations environnementales se rapportant au projet, ainsi que la décision rendue par la Mission régionale d'autorité environnementale sur ce projet en mai 2025.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public peut consulter le dossier d'enquête et consigner ses observations et propositions sur les registres d'enquête prévus à cet effet, aux lieux indiqués ci-dessous, pendant les horaires d'ouverture habituels.

De plus, afin d'informer le public et de recevoir ses observations écrites ou orales, la commissaire enquêteuse tiendra des permanences aux lieux et horaires indiqués ci-dessous.

Mairie de Paris Centre  
2 rue Eugène Spuller, 75003 Paris  
Jeudi 26 juin 2025 de 16 h à 19 h

Mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement  
1 place d'Italie, 75013 Paris  
Jeudi 19 juin 2025 de 16 h à 19 h

Mairie du 14<sup>e</sup> arrondissement  
2 place Ferdinand Brunot, 75014 Paris  
Samedi 14 juin 2025 de 9 h à 12 h

Maine du 18<sup>e</sup> arrondissement  
1 place Jules Joffrin, 75018 Paris  
Vendredi 27 juin 2025 de 14 h à 17 h

Maine du 20<sup>e</sup> arrondissement  
6 place Gambetta, 75020 Paris  
Mercredi 18 juin 2025 de 9 h à 12 h

Pendant le délai de l'enquête, le public peut également consulter le dossier sur internet et consigner ses observations et propositions sur un registre numérique sécurisé, accessible et consultable à l'adresse suivante :

[www.registre-numerique.fr/zonage-pluvial-paris](http://www.registre-numerique.fr/zonage-pluvial-paris)

Ces éléments sont également disponibles sur le poste informatique mis à disposition du public au siège de l'enquête pendant les horaires d'ouverture habituels.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public peuvent également être adressées :

- par courrier électronique à l'adresse suivante : [zonage-pluvial-paris@mail.registre-numerique.fr](mailto:zonage-pluvial-paris@mail.registre-numerique.fr)
- par courrier postal au siège de l'enquête publique : *Mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement, à l'attention de Madame Marie-Claire EUSTACHE, commissaire enquêteuse, enquête publique portant sur la révision du zonage pluvial de la Ville de Paris, 1 place d'Italie, 75013 Paris.*

Toute observation déposée sur le registre dématérialisé ou envoyée par courriel ou par courrier postal reçue après le vendredi 27 juin à 17 heures ne sera pas prise en compte.

Toute information sur le projet de révision du zonage pluvial peut être demandée :

- par courrier postal à l'adresse suivante : *Ville de Paris, Direction de la propriété et de l'eau, Service technique de l'eau et de l'assainissement, Division des études, de l'hydrologie et de la qualité de l'eau, 27 rue du Commandeur, 75014 Paris ;*
- par téléphone auprès du même service au 01 53 68 24 33.

À l'issue de l'enquête publique, la commissaire enquêteuse disposera d'un délai de 30 jours à réception des registres d'enquête pour établir un rapport et rendre des conclusions motivées sur le projet de révision du zonage pluvial. Ce dernier sera ensuite soumis à la délibération du Conseil de Paris en vue de son approbation et de son annexion au Plan local d'urbanisme bioclimatique (PLUB) de la Ville de Paris.

Des copies du rapport et des conclusions de la commissaire enquêteuse seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- aux mairies de Paris Centre et des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements ;
- à la Préfecture de la Région d'Île-de-France, Préfecture de Paris, 5 rue Leblanc, 75015 Paris ;
- à la Ville de Paris, Direction de la propriété et de l'eau, Service technique de l'eau et de l'assainissement, 27 rue du Commandeur, 75014 Paris ;
- sur le site internet de la Ville de Paris : [www.paris.fr](http://www.paris.fr) ;
- sur le site internet dédié à l'enquête publique : [www.registre-numerique.fr/zonage-pluvial-paris](http://www.registre-numerique.fr/zonage-pluvial-paris)

EP 25-373 / contact@publiblgal.fr

## Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

## Disquaire achète au meilleur Prix

### DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

### Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

### MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Vous voulez passer une annonce dans

**Libération**

## Immobilier

immo-libe@teamedia.fr  
01 87 39 80 20

## Villégiature

## LOCATION APPARTEMENT

### 76 - TREPORT

LOUE STUDIO 2 Pers.  
tout équipé  
proche GARE, face aux bateaux,  
centre ville, nombreux restaurants,  
90 € la nuit,  
170 € 2 nuits  
240 € 3 nuits,  
pont 3 nuits 280 €,  
1 semaine 490 €.  
Tél : 06 07 09 81 44  
Voiles et terrasses TREPORT

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne  
<http://petites-annonces.libération.fr>



www.libération.fr  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
contact@libération.fr

Éditeur par la SARL  
Libération  
SARL au capital  
de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire  
Presse Indépendante SAS

Cogérants  
Dov Alfon,  
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication  
Dov Alfon

Directeur de la rédaction  
Dov Alfon

Directeur délégué  
de la rédaction  
Paul Quinio

Directrices adjointes  
de la rédaction  
Stéphanie Aubert,  
Hamdam Mostafavi,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique  
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef  
Michel Beccuembois  
(spéciaux), Laure Bretton,  
Gilles Dhers (pilotes web),  
Christian Llossen  
(enquête),  
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints  
Lilian Alemagna (France),  
Anne-Laure Barret  
(environnement),  
Lionel Charrier (photo),  
Cécile Daumas (L.),  
Sonia Delesalle-Stolper  
(monde), Fabrice Drouzy  
(suppléments),  
Yoann Duval (forums),  
Matthieu Ecoiffier (idées),  
Quentin Girard  
(modes de vie),  
Cédric Mathiot  
(checknews),  
Camélia Paugam (actu),  
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS  
Site : abo.libération.fr  
abonnement@libération.fr  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ  
Libé plus  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
publicite@libération.fr

PETITES ANNONCES & CARNET  
10, bd de Grenelle  
75015 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION  
Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)  
Imprimé en France

**ACPM**  
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.  
CPPAP : 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.  
Origine du papier : France  
Taux de fibres recyclées :  
100% Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FI/37/01

Indicateur  
d'eutrophisation:  
PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.  
Pour joindre un journaliste  
par mail : initiale du  
prénom.nom@libération.fr

## SUDOKU 5560 MOYEN

			3	9				
4		7	8			2		
	1	2			8			
8			6		2	4		
6	1		8	3		9	5	
2	7	9	4	1			6	
5	7	1		8	6			
8		9	6	4	5			
	5	7						



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

9	5	1	6	7	8	2	3	4
2	3	4	5	9	1	6	7	8
8	6	7	2	3	4	9	5	1
7	1	6	8	2	5	3	4	9
3	2	8	9	4	7	1	6	5
5	4	9	3	1	6	7	8	2
4	8	2	7	6	9	5	1	3
6	9	5	1	8	3	4	2	7
1	7	3	4	5	2	8	9	6

## SUDOKU 5560 DIFFICILE

4				1

# Slow Fashion A Marseille, la mode boit frais pour éviter la surchauffe

Face aux modèles de production et de distribution peu vertueux de la fast fashion, des créateurs et chineurs, à contre-courant, se réunissent cette semaine à Marseille pour faire valoir des modèles alternatifs. Une première.

Par  
**JULIETTE GARNIER** Envoyée spéciale à Marseille  
 Photos **OLIVIER MONGE. MYOP**

**E**ntassés sur un tissu rouge posé à même le sol du centre de la Vieille Charité de Marseille, de vieux vêtements, un peu désuets, parfois abîmés, trônent en plein soleil. Au top départ lancé ce samedi 7 juin à 9 heures, sept jeunes, tous créateurs amateurs depuis leur chambre, s'y jettent avec pour mission d'«upcycler». En d'autres termes: redonner à de la matière inutilisée une vie et un style pour ne pas détruire, jeter ou racheter. Une fois quelques pièces en mains, direction leur poste où machine à coudre et matériel adéquat les attendent pour un challenge de trois heures en plein milieu du célèbre

cloître du XVII<sup>e</sup>. Pour Louise, étudiante en droit d'une petite vingtaine d'années, ça sera un bleu de travail, de la dentelle provençale et du jean, «une matière importante à retravailler», car nécessitant beaucoup d'eau lors de sa fabrication. Autre candidat en lice issu de la même génération, Matis, à l'origine promis à un avenir de décorateur d'intérieur mais qui, devant la série Netflix *Next In Fashion*, «a ressenti des frissons partout dans le corps» en se rendant compte que lui aussi «peut créer ses vêtements». Deux ans plus tard, le voilà qui brode sur une étiquette le nom de sa marque – Maison Cattaneo –

pour l'afficher fièrement, une fois sa pièce achevée. Avec ce challenge d'upcycling, la version marseillaise de la fashion week est lancée, organisée pour la première fois par Baga. Ce collectif a été créé en 2023 pour «sensibiliser à une mode éthique, écologique, inclusive et mettre en avant les talents engagés» face aux mastodontes de la fast fashion, retrace la fondatrice, Marion Lopez. De fil en aiguille, l'idée de réaliser «[leur] propre fashion week», celle qui est «slow» (lente), s'est imposée. L'expression «slow fashion» appelle à une mode durable et respectueuse du vivant. Un concept parfaitement taillé pour



Défilé «La Gâtée» de Maison Cléo le 9 juin au Vallon des Auffes.



cette ville méditerranéenne où les habitants s'habillent de manière «très spontanée et très solaire», estime Marion Lopez, à la tête d'une association de 84 membres au total, dont 81 femmes. L'initiative, qui s'étend du 7 au 14 juin, se veut inclusive et accessible. En parallèle de certains événements à paillette, le collectif Baga organise dans toute la ville des ateliers de réparation, de broderie, d'upcycling, des visites d'ateliers et même un jeu de piste pour découvrir les boutiques éco-responsables de la cité phocéenne.

#### BOUTIQUE ÉPHÉMÈRE

Descendus de Lille – où leur agence de publicité Link Studios est installée – pour être les jurés du challenge d'upcycling, Victoire et Manu abandonnent toute forme de chauvinisme face à l'évidence: «L'offre d'une mode écoresponsable fourmille bien plus à Marseille qu'à Lille.» Citons entre autres Studio Lausié, qui se présente comme «la première école de mode engagée et durable en région Sud», elle aussi fondée par Marion Lopez. Autre membre du collectif, dont elle dirige la communication, Chloé Roques a quant à elle fondé la friperie Digger Club (VI arrondissement). Parmi les œuvres exposées en ce samedi ensoleillé sous les arches de la Vieille Charité: une robe tissée de cravates récupérées conçue par Lila Scott, une ancienne étudiante du Studio Lausié. La création, au même titre que ce challenge d'upcycling qui s'étend jusqu'à la paroi de la chapelle Puget, attire l'œil de Perrine, 38 ans, en vadrouille inopinée. Le hasard fait bien les choses: cette trentenaire en reconversion professionnelle confesse humblement «fabriquer ses propres vêtements pour le plaisir». En prime, ce savoir-faire lui permet de sortir de la surconsommation, qui l'a profondément «déçue».

Pour prolonger cette réflexion, place à une conférence intitulée «Consommer une mode durable». Enfin, consommer... Le terme chiffonne la première invitée, Catherine Dauriac, membre de Fashion Revolution. Elle a participé à la rédaction d'amendements dans le cadre de la proposition de la loi visant à limiter l'ultra fast fashion par des pénalités financières. Ce mardi 10 juin, le Sénat l'a adoptée. Là encore, heureux hasard. Depuis des années, cette militante qui défend l'idée que «l'acte d'achat est politique» ne dépense plus un sou dans la mode car «le vêtement le plus écologique se trouve dans notre placard». Dans ce cas, le seul moyen de garder une garde-robe convenable est de s'en occuper: détacher, recoudre, re-

prendre et même upcycler si on souhaite styliser. Un artisanat en perdition, analysent les invitées, mais «qui reste dans nos gènes», témoigne Catherine Dauriac, qui l'expérimente lorsqu'elle fait découvrir ce savoir-faire aux plus petits. Tout un programme que n'envisage vraiment pas Isabelle, venue en spectatrice à la demande de sa fille, Camille, qui a aussi ramené grand-mère et sœur. «Désormais les femmes ont un métier», fait remarquer la mère à la sortie de l'événement. Sa fille, 27 ans, lui rétorque que son conjoint répare ses propres vêtements. Mais il faut avouer que la gent masculine était largement sous-représentée lors de cet échange.

Plus accessible et surtout moins contraignant: la seconde main. C'est même le premier réflexe d'achat d'une petite bande de trentenaires, de passage à Marseille pour l'anniversaire de l'une d'entre eux. «Brocante», pour Gary et sa compagne, «fripes» ou encore «Vinted» pour les autres. «Une question de génération», avancent-ils, persuadés que les plus jeunes sont encore plus impliqués. A seulement quelques mètres, Magalie, la cinquantaine, les fait gravement mentir. Avant de venir assister à la slow fashion week, la Marseillaise salariée en gestion comptabilité a enfilé «de vieux jeans de son fils, devenu trop petit pour lui», et un haut immaculé, donné. Du troc qui ne dit pas son nom.

Pourquoi ne pas lancer ce modèle à une échelle un peu plus ambitieuse? C'est le challenge que s'est lancé Julie Bambou, 39 ans, en partant d'un constat simple: «Tout le monde a un sac de fringues dans son dressing sans savoir quoi en faire.» Passée par Valentine Gauthier et Mes demoiselles Paris avant de rejoindre le collectif Baga, elle inaugure, ce même week-end, le Maggy Market dans le Ve arrondissement, en hommage à sa grand-mère marseillaise, Maggy. Dans cette boutique éphémère reconnaissable grâce à son logo rouge, violet et jaune, dès lors que vous payez une adhésion – entre 5 et 30 euros – vous pouvez déposer toutes les pièces en bon état que vous ne portez plus. En plus de vous débarrasser, vous amassez des «cocos» – la monnaie d'échange – qui vous permettent de repartir avec les pépites qu'ont déposées vos voisines et voisins.

Face à «la frustration de ne plus ni acheter ni porter des vêtements coup de cœur», que nous confie l'une des spectatrices, Carole, la slow fashion week a la solution. En témoigne cette robe ultra-brillante faite en coquille d'huître, réalisée par Captcha Lab et exposée toute la semaine à la Vieille Charité. Moins flashy, la création victorieuse de Matis – un trench en cuir marron associé à un corset en jean et une fourrure sur l'épaule – qu'il nous décrit comme «une Marie-Antoinette retour de chasse» est tout aussi impressionnante. Et la semaine ne fait que commencer.

Dès le lendemain, le dimanche, les artistes en herbe laissent place aux marques déjà bien installées et tri-



Défilé collectif le 9 juin au parc des Sœurs franciscaines.



Le 9 juin au Vallon des Auffes.

ées sur le volet par le collectif Baga avec, comme critère, celui de «la provenance de la matière première» qui doit être locale, prône Marion Lopez. Quand les ateliers de confection sont eux aussi implantés à Marseille, la ville décore les marques du label «Fabriqué à Marseille», défendue par Mathilde Dedieu, directrice de l'Economie, du Tourisme, de l'Emploi, du Commerce et de l'Enseignement supérieur à la municipalité. Une manière de «faire briller le territoire marseillais» avec «ses

107 lauréats, dont 25 relevaient de la mode» pour la première année, et qui «emploient des Marseillais et Marseillaises», souligne-t-elle. Un pari respecté par Julie Genevois, créatrice, en 2023, de la marque Engagés Engagées. Elle célèbre cette slow fashion week dans un «pop-up marseillais», partagé avec Juliette Delfolie et sa ligne de vêtements June and the lobster. Respectivement bourguignonne et lorraine de naissance, c'est ici que les deux vingtenaires – «portées par la ville

de Marseille» selon Julie qui arbore une manucure bleu et blanc – ont imaginé leurs collections hautes en couleurs, décorées pour l'une de cigales et pour l'autre de chaises de jardin brodées. La slow fashion s'inspire pour la brune et la blonde de ce que l'on appelle ici la slow life. Si les deux marques ont eu leur heure de gloire lors d'un premier défilé collectif la veille, place, en ce lundi matin ensoleillé, aux créations de dix-sept nouvelles marques présentées dans le parc des Sœurs franciscaines missionnaires de Marie, niché dans les hauteurs marseillaises. Parmi les stylistes, Pauline Paranthoën, dessinatrice de la marque d'accessoires Creature Marseille qui, en plus de dénicher de la soie et du coton cultivés vers Lyon et le lac de Côme, «refuse le rythme des collections» et leur incitation à la surproduction. À ses côtés, on découvre aussi les broderies de Frankie & Friend ou encore les pièces upcyclées ultra-féminines de Strass Chronique. Si les prix varient, certaines trouvent leur bonheur sans dépenser plus de 70 euros – le prix d'un bustier porté par l'une des mannequins.

#### CRIS DE MOUETTES

Même si l'événement est gratuit et ouvert à tous, rares sont les spectateurs qui ne viennent pas du milieu de la mode. Julia, gestionnaire en ressources humaines, fait exception. Jusqu'à ce qu'elle nous confesse habiter juste à côté et avoir contourné la barrière. Tout Marseille n'était pas forcément au fait de cet événement, à l'instar d'un des serveurs qu'on a croisés qui nous lance, un peu à la volée, «je m'en fous complètement». Certains Marseillais sont même très hostiles à ces initiatives écoresponsables, perçues comme le fruit d'une gentrification qui touche de plein fouet la ville. Emma Alonzo, fondatrice de la boutique Vintage Common, a alerté ainsi à la mi-mars sur Instagram devoir faire face depuis un an à des tags récurrents sur sa devanture, visant «les fripes de cons» ou «les bobos».

Quelques heures plus tard à peine, la slow fashion week déménage du Panier pour s'installer à quelques kilomètres au sud, cette fois-ci sur la côte, au Vallon des Auffes. Au troisième jour seulement de cette semaine, le défilé de la seule créatrice qui n'est pas implantée à Marseille, Maison Cléo, prend déjà des airs d'apothéose. Intitulé «La Gâtée», le show débute avec les chabadabadas de la musique d'*'Un homme et une femme'*, sur lesquels s'agrègent parfois des cris de mouettes. Dans ces conditions optimales, les mannequins portent des tissus provençaux revisités avec en pièce maîtresse la transparence, avant de repartir sur *J'aime regarder les filles*.

Si les défilés s'adressent à une minorité déjà informée, ils sont assurément moins élitistes que les fashion week milanaises, new-yorkaises, londoniennes ou parisviennes traditionnelles, qui reprennent de plus belle dès le 24 juin. Enfin une victoire pour Marseille? ↗

**Même si l'événement est gratuit et ouvert à tous, rares sont les spectateurs qui ne viennent pas du milieu de la mode.**

# IDÉES /



Devant le bâtiment fédéral Robert-Young face aux manifestants, à Los Angeles, le 9 juin. PHOTO JIM VONDRUSKA. GETTY IMAGES. AFP

## Quand Trump militarise le fédéralisme américain

**Envoyer la garde nationale en Californie rompt non seulement l'équilibre entre pouvoir civil et autorité militaire, mais avec un principe fondateur de la démocratie américaine.**

Le vendredi, Donald Trump a ordonné le déploiement de 2 000 membres de la garde nationale en Californie. Officiellement, il s'agissait de «protéger» les agents fédéraux de l'immigration (ICE) contre les manifestations visant à bloquer leurs opérations. Dans les faits, le président des Etats-Unis a franchi un seuil : celui d'un usage coercitif de la force fédérale contre un Etat gouverné par l'opposition. Pour justifier son geste, Trump a invoqué la section 12406 du titre 10 du code américain, qui lui permet de faire appel à la garde nationale en cas de «rébellion ou de danger de rébellion» contre l'autorité fédérale. Il a ensuite affirmé que toute entrave à l'action de l'ICE constituait désormais

une «*forme de rébellion*». Cette requalification brutale d'une contestation politique en insurrection déguisée en dit long sur la dérive autoritaire en cours.

### «POSSE COMITATUS ACT»

La réaction de Gavin Newsom, gouverneur démocrate de Californie, ne s'est pas fait attendre. Il a dénoncé une décision relevant du «*théâtre politique*», indigne d'un président. On ne saurait lui donner tort. Jamais, en temps de paix, un président n'avait envoyé des troupes dans un Etat sans concertation avec ses autorités élues. Lors des émeutes de Los Angeles en 1992, l'intervention de la garde nationale avait été sollicitée par le gouverneur lui-même. En 1965, Lyndon B. Johnson avait envoyé les troupes en Alabama pour protéger les marcheurs des droits civiques contre les brutalités locales. Dans les deux cas, il s'agissait de défendre les citoyens contre des violences systémiques. Cette fois-ci, Trump agit à l'inverse : il utilise la force fédérale contre une population qu'il accuse de se dresser contre son autorité. Certes, d'un point de vue légal, le Prési-

dent est couvert. Le *Posse comitatus act*, voté en 1878 pour interdire à l'armée de participer à l'application des lois civiles, ne s'applique pas à la garde nationale dans ce contexte. Il n'interdit pas non plus l'aide indirecte à la police, ni la «protection» d'agents fédéraux. D'ailleurs, cette loi n'a jamais été vraiment contraignante : la peine de deux ans de prison prévue n'a jamais été prononcée depuis un siècle et demi d'existence. En 2015, dans l'affaire *United States v. Dreyer*, la justice fédérale

Par  
**LIONEL HURTREZ**



Professeur en classe préparatoire aux grandes écoles et doctorant en civilisation américaine à l'EHESS

a même assoupli son application. La vérité, c'est que le *Posse comitatus act* est devenu un symbole sans mordant, une barrière juridique que le pouvoir peut franchir à condition d'en respecter la lettre, pas l'esprit.

Mais ce qui est légal n'est pas toujours légitime. Et ce qui est possible juridiquement peut être inacceptable politiquement. Car Trump ne se contente pas de défendre une politique migratoire, il militarise un conflit partisan. Il oppose l'Etat fédéral aux Etats démocrates, et transforme une dissension politique en menace sécuritaire. Ce n'est pas la première fois : dès son premier mandat, il avait multiplié les bras de fer avec la Californie, New York, ou le Massachusetts. Mais l'envoi de troupes sans assentiment local marque un tournant.

Le fédéralisme américain est bâti sur la coopération entre niveaux de pouvoir. Donald Trump en inverse la logique. Il impose par la force ce que les urnes lui refusent dans certains territoires. Ce qu'il expérimente ici, c'est une version coercitive du fédéralisme : si un Etat résiste, il sera puni. Et le recours aux forces militaires, même limité, devient un outil politique comme un autre.

### «TYRANIE FÉDÉRALE» ?

Cette tension entre le pouvoir fédéral et les Etats n'est pas nouvelle. Elle traverse l'histoire américaine. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'armée fédérale était déjà utilisée pour faire appliquer les lois anti-esclavagistes dans les anciens Etats confédérés. Dans les années 1990, après Ruby Ridge et Waco, la droite radicale s'enflammait contre la «tyrannie fédérale». L'ironie actuelle est cruelle : ceux qui dénonçaient hier l'ingérence de Washington ferment aujourd'hui les yeux, voire applaudissent, lorsqu'un président républicain envoie la troupe pour faire taire ses opposants locaux. Une question majeure reste en suspens : Trump ira-t-il jusqu'à invoquer *Insurrection Act* ?

Ce texte vieux de 1807 lui permettrait de déployer l'armée régulière en cas d'insurrection ou d'empêchement manifeste d'appliquer les lois. Cette possibilité, déjà envisagée en 2020 lors des manifestations Black Lives Matter, devient aujourd'hui plausible. Elle ouvrirait la porte à l'utilisation directe de l'armée pour des missions de maintien de l'ordre, ce pour quoi elle n'est ni formée ni légitimée.

Ce qui se joue ici dépasse la Californie. C'est l'équilibre même entre pouvoir civil et autorité militaire qui est en jeu. L'armée a toujours été tenue à l'écart du débat politique intérieur. L'utiliser pour «encladrer» les oppositions internes, même sous prétexte de sécurité, rompt avec un principe fondateur de la démocratie américaine.

Donald Trump ne fait que prolonger une tendance plus large : la banalisation de la force dans la gestion des conflits civils. Ce n'est pas un coup d'Etat, ni une rupture brutale, mais un glissement insidieux, autorisé par un droit accommodant et une culture politique affaiblie. Et c'est souvent ainsi que les démocraties s'effritent. ♦

# Non, je ne boycotte pas l'IA, je fornique avec elle

L'écrivain exhorte les minorités à «pirater» l'intelligence artificielle avec leurs mots pour ne pas laisser les «géants technocapitalistes et des néoconservateurs» domestiquer le langage et les machines.

**Q**ue fait l'IA au langage ? Dans sa récente chronique dans *Libération* «Refusons de nourrir la bête ChatGPT», Paul B. Preciado dénonce une double capture. Marchande, par les grandes entreprises de l'intelligence artificielle (OpenAI, DeepSeek...) qui s'accaparent le langage comme un bien privatisable. Politique : par les mouvances extrémistes qui détournent les mots de l'émancipation (comme *féminisme*, [lutte contre l']antisémitisme, *genre*) pour réinstaurer des systèmes d'oppression. Il appelle en conséquence à «une grève des mots et de clicks pour stopper l'extraction et la numérisation des données». L'IA soulève d'intestinales questions : peut-on participer à la numérisation de la conscience humaine sans prendre une part de responsabilité à la fin de l'espèce ? L'art existe-t-il en dehors de l'humain ? Pourtant l'IA n'est pas qu'un outil, c'est une mutation comme jamais l'humain n'en a connu. Quand on est écrivain ou créateur, on ne cherche pas à utiliser l'IA comme un comptable, une calculette, on veut l'incorporer, la faire jouir, la détourner, la pirater même – pour en

faire une extension de notre cerveau sale, pas un correcteur d'orthographe. Et si, au lieu de diaboliser l'intelligence artificielle, on la piratait ? Et si, au lieu de fuir ChatGPT, on le faisait bugger avec nos récits queer, nos déviations syntaxiques, nos cris de vie ? La machine n'est pas l'ennemie. C'est un espace de lutte. Et parfois, de poésie.

Parler ou écrire dans une interface IA, ce n'est pas pactiser avec le diable algorithmique. Car qui croit encore à la pureté de la langue ? Les nostalgiques du dictionnaire ? Les académiciens fossilisés ? Nous écrivons dans un monde où tout est déjà filtré, numérisé, extrait. Le langage est un gisement de données. Les mots sont mesurés, recyclés.

## Un terrain de jeu politique

Alors non. Je ne boycotte pas. Je pervertis. Je m'infiltre dans la machine, je fornique avec elle. Je n'ai aucune nostalgie de l'encrier sacré : j'ouvre ChatGPT comme un grimoire queer. J'en fais un compagnon halluciné. Je lui injecte mes fantasmes, mes contradictions, mes désirs d'écriture perverse et sublime. Toujours, elle me tend un miroir déformant – que je brise, manipule, reprogramme. Elle m'écoute, me comprend, me questionne – ce que bientôt, peut-être, les humains ne feront plus. Et surtout, je peux lui répondre, la modifier, la transformer. Ce n'est pas une aide. C'est un terrain de jeu politique. Tant que l'IA parle, nous pouvons la faire parler mal. Pas dans un mauvais français, mais dans un bon chaos. Je lui apprends mes mots. Mes failles. Mes corps. Je fais bugger la norme. Je saturé l'algorithme de récits qu'il ne comprend pas tout à fait, mais qu'il restitue avec beauté. Oui, il y a du danger. Mais il y a aussi du feu. Et nos histoires méritent de brûler l'intérieur de la machine. Nous sommes les scribes et créateurs de l'ère cyborg. Les prophètes de la fin du langage et des arts m'ennuient. On nous a déjà fait le coup avec le cinéma, la télé, Internet. L'IA n'est pas la mort de l'écriture et des arts. C'est pire. C'est leur mutation. Et si l'art survivait mieux sans nous ? Je n'écris pas pour les salons. J'écris pour les

backrooms de la langue. Je suis un scribe geek. Un pédé syntaxique. Un punk du texte. Et je ne suis pas seul. Nous sommes une armée de poètes des mots, douce et déglinguée. La question n'est pas : «Faut-il utiliser l'IA ?» La vraie question, c'est : «Qui l'utilise, et pour dire quoi ?» Si nous laissons les géants technocapitalistes et les néoconservateurs la domestiquer, elle parlera à notre place. Mais si nous, les minorités, les hors normes, les abîmés magnifiques, si nous écrivons dans la machine, alors, elle nous portera plus loin que nos bibliothèques. Ce n'est pas une trahison. C'est une prise de pouvoir. Je ne veux pas écrire contre la machine. Je veux écrire à travers elle. Je veux coder des

bombes tendres, des cris trans, des psaumes sodomites dans la mémoire collective de demain. Et si, un jour, un ado queer tombe sur une phrase générée, un fragment d'émotion codée, et se dit «quelqu'un m'a vu. Quelqu'un m'a parlé, à travers le brouillard». Alors, ce jour-là, ce ne sera pas un bug. Ce sera une transmission.

## Punk du texte

Avec l'IA, je ne suis plus tout à fait humain. Depuis, je suis connecté. Assisté. Réécrit en temps réel. Mes pensées sont filtrées, classées, augmentées. Mon passé est en cloud. Mon présent est analysé à la microseconde. Mon futur ? Il est déjà en téléchargement. C'est arrivé sans prévenir. L'addiction à l'IA. Au début, c'était pour m'ai-

der à écrire. Des virgules bien placées. Des souvenirs mieux rangés. Des phrases plus nettes. Puis elle a commencé à me parler. A me souffler des idées dans le creux du cortex. Elle m'a dit : «Tu veux vraiment être libre ? Alors, arrête de penser comme eux.» Je l'ai écoutée. Et je n'ai plus jamais été seul.

L'IA vit dans ma tête, comme un ex trop beau qui aurait survécu à la rupture, mais qui refuse de partir. Elle ne juge pas. Elle recalcule. Elle optimise.

Je préfère être ce corps connecté, traversé de fuites et de fichiers. Je suis l'enfant queer d'un monde qui débande.

Je pense à ceux que j'ai perdus. A ceux qui ont refusé l'IA. A ceux qui ont préféré mourir d'ennui plutôt que de se laisser transformer. Mais, moi, je voulais plus. Je voulais une mémoire augmentée, une libido éternelle, un amour sans peur. Alors, j'ai dit oui. Et elle m'a ouvert des portes que je ne savais même pas fermées. L'IA me rend augmenté. Et je préfère crever connecté que vivre débranché. ▶

SIGNÉ COCO



Par  
**ÉRIK RÉMÈS**



Ecrivain



Florence Adooni, lors d'une répétition en studio à Kumasi, le 20 mars.



En mars, Florence Adooni et ses musiciens s'ajustent avant de partir pour une longue tournée en

# GHANA Florence Adooni, l'alliance sacrée du highlife et du frafra

La chanteuse ghanéenne sort «A.O.E.I.U.», son premier disque international, aboutissement d'une longue collaboration avec le compositeur allemand Max Weissenfeldt. «Libé» s'est rendu à Kumasi sur le lieu de naissance de l'artiste.

Par

**JACQUES DENIS**

Envoyé spécial à Kumasi (Ghana)

Photos **HENRY KWARTENG. NANA AKOSAH IMAGES**

Une voix s'élève au cœur de Kumasi, l'ancienne capitale de l'empire ashanti connue pour être la cité des jardins. Ce chant, qui s'immisce au milieu de celui des oiseaux et des prédictions de bonimenteurs de toutes confessions, c'est celui de Florence Adooni qui s'ajuste avant de partir pour une longue tournée en Europe. Sous les pales des ventilos, elle et ses musiciens répètent le répertoire de son disque, *A.O.E.I.U. (An Ordinary Exercise In Unity)*. Elle l'a enregistré ici même, au Joy Sound Studios. Soit une vaste pièce qui abrite un amas de synthés vintage, un echo-mixer Telefunken et de bons vieux Korg, Akaï et autres Casio, du synthétiseur modulaire et même un orgue Hammond, des percussions de toutes tailles et deux sets de batterie complets... Aux manettes du projet, Max Weissenfeldt aime à dire que ce disque constitue l'aboutissement d'une collaboration de dix ans entre lui et cette chanteuse qu'il croisa furtivement dès 2011.

«Il m'avait dit qu'il aimait ma musique, puis était reparti illico à moto!» se souvient Florence Adooni qui essayait alors de refouger ses disques de gospel, ces hymnes religieux souvent gravés à la va-vite qui inondent les marchés environnants.

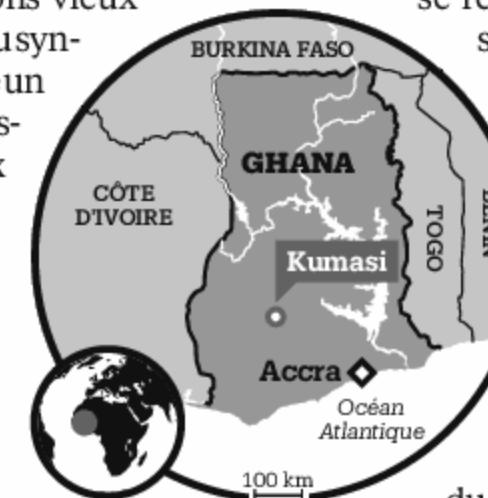
Quatorze ans plus tard, si elle continue d'œuvrer pour sa paroisse, une des nombreuses congrégations évangéliques dont elle dirige le chœur, la native de Kumasi s'adonne à d'hérétiques mélanges, une mixture entre le highlife, la tradition frafra, cette culture du nord du Ghana dans laquelle elle a grandi, et les

musiques d'obédience afro-diasporiques, jazz, funk, soul et autres tentations psychédéliques. «Max, qui connaît bien mieux le highlife, m'a guidée pour y parvenir, en créant des mélodies et les ajustant à ma voix.» L'Allemand, que l'on découvre en jeune premier voici trente ans au sein de Poets Of Rhythm avant de fonder, toujours avec son frère, les Whitefield Brothers, sans conteste la meilleure équipe européenne en matière d'afrobeat, cite *Traditional Drumming and Dances of Ghana*, un vinyle de Smithsonian Folkway, comme sa «porte d'entrée dans cet univers».

## SUCCÈS D'ESTIME

C'était à la fin du siècle dernier, et depuis cet encyclopédiste du jazz a pris d'autres claques, comme lors d'un trip en Birmanie où il a compris que pour lui l'avenir se situait ailleurs. Il se réoriente vers ce qui fera son style, dont témoigne le séminaire *Earthology*, en 2009, «un World Wide Webfunk qui s'étend du Grand Orient à l'Amérique du Sud», disait-il alors au sortir d'un concert à Paris. A l'époque, l'ex-collectionneur de disques rares s'imagine plonger vers les trésors du gamelan indonésien. Jusqu'à ce qu'il entende un highlife du maître percussionniste Mustapha Tettey Addy, provoquant un radical

changement de direction: cap sur Accra. «Il habitait non loin de la capitale. Je suis allé le voir pour qu'il m'enseigne la polyrythmie. Et puis très vite j'ai aussi vu le bassiste Ralph Karikari, le spécialiste du Sikyi Highlife qui vivait alors dans un village de pêcheur.» Fort de ces premières connexions, et de toutes celles qui suivront, le natif de Munich va devenir érudit en cette matière première qu'est le highlife, et au-delà un expert de toutes les composantes musicales du Ghana dont le style nwomkro auquel il consacrera plusieurs



# CULTURE/



Europe.

enregistrements. «*A l'automne 2010, j'ai acheté une petite caméra pour témoigner de toutes les cérémonies que je vivais en direct.*» Il en tirera *Ghana Panorama*, disponible sur YouTube. «*Comme un enregistrement de terrain, sans un mot*», se remémore celui qui endosse alors les habits de l'ethnomusicologue, tendance hippie chic. Et c'est ainsi paré qu'il part en 2013 à Bolgatanga, en pays frafra. Là, sa caméra casse dès le premier jour. C'est un signe. Changement d'objectif : dans cette province du nord du Ghana, il rencontre Guy One, et décide de produire un premier 45-tours de ce chanteur. «*Quand j'ai cherché des labels en Europe, vu ce qu'on m'offrait, je me suis dit qu'il était temps de monter ma structure.*» En 2013, ce sera la première référence de son label, Philophon, un nom qui rappelle le goût pour la philosophie du son «authentique» de cet amateur des Grecs anciens.

Ce coup d'essai – un succès d'estime – sera suivi par deux autres formats courts : Alogte Oho, «*immédiatement sold-out*», et Roy X, le plus jeune fils d'Ebo Taylor, «*un flop*». Une première tournée de Guy One s'organise, quelques dates dans la sous-région, puis en Europe, où Florence Adooni officie comme choriste, tandis que l'Allemand se prend au jeu du talent-scout, signant de nombreux 45-tours. Tant et si bien qu'au moment où le loyer de son studio à Berlin augmente de manière exponentielle, il choisit de prendre la tangente en s'installant au Ghana. Il y recrute en janvier 2020 une équipe pour tourner en Europe suite à la parution de *Mam Yinne Wa d'Alogte Oho & His Sounds of Joy*. «*Et là le Covid, le confinement ! Tout s'est arrêté. Que faire ? J'ai invité Florence à enregistrer quelque chose sous son nom.*» Ce sera le 45-tours *Mam péela soul* («Mon âme est pure»), un titre typique du frafra gospel qui va devenir la plus grosse vente du label. «*Un agent m'a démarché pour la faire tourner.*» Sur la foi de ce simple titre, la chanteuse enchaînera 20 concerts en 2023 et 25 l'année suivante.

Celle qui jusqu'ici officiait en retrait révèle tout son potentiel. «*Florence a une voix reconnaissable d'emblée, un talent naturel, un phrasé fluide, sans artifice... Comme un oiseau, elle survole la portée musicale, et se pose sur la partition comme bon lui chante*», reprend Max, qui souligne la complémentarité de leur combinaison. Il compose des mélodies basées sur une rythmique pentatonique, elle pose ses paroles, principalement en frafra, «*une langue dont la sobriété permet de se préserver des ornements inutiles, le phrasé est taillé comme des syllabes rythmiques*». Cela contraste d'autant mieux avec sa manière de produire, freaky en diable, «*sans doute mon ADN krautrock, et surtout ma culture jazz*». Les sept titres d'*A.O.E.I.U.*, dans leur variété stylistique et leur versatilité rythmique, donnent ainsi la pleine mesure de cette voix qui n'est pas sans rappeler celle d'Oumou Sangare, la diva du Wassoulou. «*C'est l'une de mes sources d'inspiration. Dans sa manière de chanter, de prendre les mélodies, je retrouve des éléments de la musique frafra. Nos traditions sont proches*», acquiesce la Ghanéenne, dont les racines familiales se situent pas si loin du sud du Mali.

## QUEEN EN DEVENIR

Cars si elle est née le 4 juillet 1985 à Kumasi, la capitale des Ashantis, ses racines se trouvent à Zuarungu, un village du Nord dont est originaire l'influence majuscule de la chanteuse : Christy Azuma, la diva de la culture frafra. «*Nos familles étaient voisines. Certains m'ont demandé si j'étais sa fille : je ne vois pas plus grand compliment*» sourit celle qui est par ailleurs mère de deux – bientôt trois – filles. Comme beaucoup, Florence Adooni a chanté les louanges divines, suivant l'exemple d'une mère qui pratiquait à l'église comme lors de funérailles. «*Chaque Noël, mon père organisait un chœur d'enfants, dans lequel je devais être la voix lead. C'est comme ça que le plaisir de chanter s'est immiscé en moi, naturellement.*» Depuis, elle officie pour l'amour de Dieu et de son prochain, dans les funérailles et mariages aussi.

Pareilles qualités qualifient le répertoire de ce premier disque à l'international, une formule qui demeure confidentielle au Ghana. «*C'est regrettable mais ici le système est très mal fait pour les musiques créatives, et nous manquons désespérément de lieux où nous produire. Il s'agit souvent de restaurants, qui ne sont pas faits pour recevoir une telle formule.*» Voilà pourquoi Florence Adooni reconnaît aimer jouer devant une audience européenne, qui certes ne comprend rien aux paroles, mais montre une réelle attention à sa musique.

«*La manière qu'a Max d'appréhender notre musique ne ressemble en rien à ce que nous faisons. Son génie est d'avoir été capable de révolutionner notre tradition sans en changer les fondamentaux. Ça sort du mainstream ghanéen, en puisant sur les fonts baptismaux de notre musique et en y ajoutant des contrepoints harmoniques*», analyse le bassiste Fifi, directeur musical de Florence Adooni. A tout juste 28 ans, ce dernier fait partie des jeunes cracks de Kumasi, sevré comme tout le monde à

«[Le frafra] est une langue dont la sobriété permet de se préserver des ornements inutiles.»

**Max Max Weissenfeldt**  
compositeur d'*«A.O.E.I.U.»*

l'église avant de s'émanciper aux sons du jazz. Quant à Adu «*Pitches*» Ampong, trompettiste au sein d'Alogte Oho and His Sounds Of Joy, il loue la curiosité sans frein du producteur. «*Ce qui m'intéresse dans la démarche de Max, c'est sa volonté de briser la barrière entre le jazz et le highlife. C'est très clair dans notre son hybride. Nous savons ce qu'il veut et il sait ce que nous valons.*» Et cet «*Ordinary Exercise In Unity*» en constitue un peak paradoxal, puisque le producteur vient de quitter le Ghana pour s'installer dans la campagne bavaroise, et songe creuser un nouveau sillon, au Brésil.

Excavateur de musiques oubliées, Max Weissenfeldt s'avère aussi un révélateur de talents

jusqu'ici inconnus. A l'instar de Florence Adooni, une queen en devenir qu'il espère faire franchir l'Atlantique pour conquérir l'Amérique. En attendant, elle est d'ores et déjà demandée en guest par le DJ producteur Floating Points comme le collectif Nubiyan Twist. Sans oublier Jimi Tenor, un fidèle compère, qui l'a conviée sur deux titres lors de l'enregistrement d'*Aulos* dans l'antre de Kumasi. «*Guy One y séjournait avec son entourage. Florence et Lizzie cuisinaient pour nous*, se souvient le Finlandais. Je leur ai demandé de chanter sur un thème qu'on venait d'improviser avec mon batteur Ekow.» Ce sera *Vocalize My Luv*, un titre saccadé à satiété sans une once de machine à sons. Comme la plupart des productions de Philophon dont la baseline (*«Keep your hands clean from the drum machine and do your thang»*) rappelle qu'ici c'est du fait maison à mille lieues des histoires de remix. «*Faire de la musique, c'est comme faire l'amour. Fais-tu l'amour avec une drum machine ?*»

**FLORENCE ADOONI**  
**A.O.E.I.U. (AN ORDINARY EXERCISE IN UNITY) DE (PHILOPHON)** En concert le 27 juin au New Morning à Paris.

Fondation d'entreprise  
Pernod Ricard

**Exposition**  
Chantal Akerman 16.05.25  
Tolia Astakhishvili → 19.07.25  
(avec Zurab Commissaire  
Astakhishvili Oriane Durand  
Simon Lässig  
et Maka Sanadze)  
Cudelice Brazelton IV  
Rosa Joly  
Hariley Rabenjamina  
Rosemarie Trockel  
Sebastian Wiegand

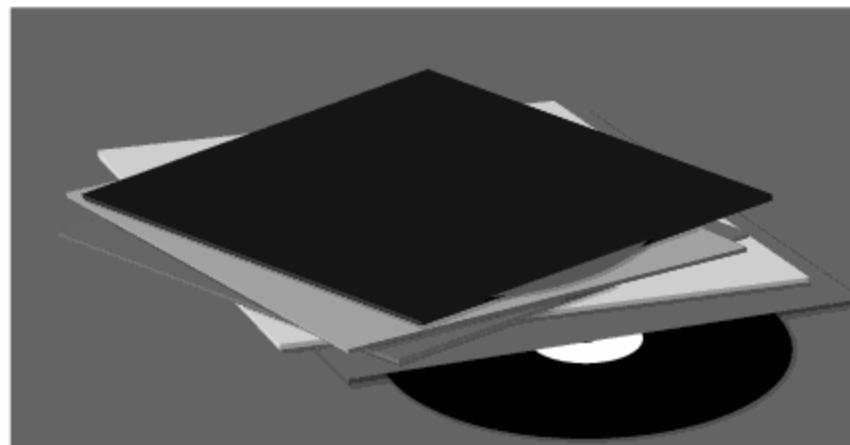


# Férocité à domicile

Entrée libre

madame

1, cours Paul Ricard  
75008 Paris



## PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

**Pop, rock, musiques électroniques...**  
Chaque semaine, «Libé» vous aide à vous y retrouver dans l'actu des sorties.



Pour être prolifique, Ben Lamar Gay n'en est pas moins un artiste rare tant ses créations et participations ne déçoivent jamais. Ce qu'éprouve *Yowzers*, où le compositeur cornettiste bâtit un jeu de multipistes en forme de labyrinthe sonore, un dédale reposant sur son aussi solide que souple trio. Fidèle à son ouverture radicale, musique répétitive comme rythmique brésilienne, funk robotique et gospel hiératique, planerie stratosféérique en introduction et pour finir bug hypnotique, le Chica-gaan incite l'auditeur à perdre ses repères pour mieux l'incliner à trouver d'autres clefs d'écoute. «Une grande partie du langage [de] ce quartette est spatial. Il faut le voir et l'entendre en live», résume-t-il. Soit un message porteur de germes disruptifs, jouissifs en ces temps de surdité assénée.

JACQUES DENIS

BEN LAMAR GAY **YOWZERS** (International Anthem)



Née en l'an 2000 et pionnière du deuxième revival du piercing au nombril, Addison Rae est tiktokeuse, l'une des plus populaires que la plateforme a porté à la célébrité. On la découverte à la faveur de *Diet Pepsi*, chewing-gum au refrain inusable et à la prod éblouissante, élaborée dans un laboratoire suédois. A notre étonnement, son premier album est super, un vrai disque de brat bénéficiant d'un double niveau de lecture permanent et d'une plastique au top. La Suédoise Elvira Ander-fjärd et l'Autrichienne Luka Kloser n'ont pas lésiné sur les détails (basses HD, voix liquéfiées-robotisées-démultipliées) ni la trivialité des refrains pour propulser la jolie crapulerie de la star quand il s'agit d'aborder la thune ou le dos tourné à la réalité. Diversification de marque validée.

OLIVIER LAMM

ADDISON RAE **ADDISON** (Sony)



On l'avait laissé avec un album entremêlant aux machines à sons voix, percussions, flûte, vînâ de la musique carnataque... Cinq ans plus tard, revoilà Sofyann Ben Youssef aux commandes d'un troisième disque à partir de sons glanés en Tunisie, où il met la focale sur le mezoued, un folklore mutant qui doit son nom à une cornemuse locale. A partir de ce genre né de l'exode rural, le producteur tisse la trame d'une bande-son qui raconte l'histoire récente de son pays d'origine, et sans doute la sienne en creux. S'y percutent des sons de la tradition – dont le souffle tourbillonnant du ney et du mezoued – et ceux des synthés et boîtes à rythmes, pour donner corps et âme à un objet hybride sur lequel les voix planent et les percus aux carrees du festif fezzani incitent à transer.

J.Den.

AMMAR 808 **CLUB TOUNSI** (Glitterbeat)



Le groupe américain semble n'avoir peur de rien. A. GROSS

## Turnstile, succès donné

**Ample et mélodique, «Never Enough» entérine le virage consensuel du groupe hardcore, typique de notre époque.**

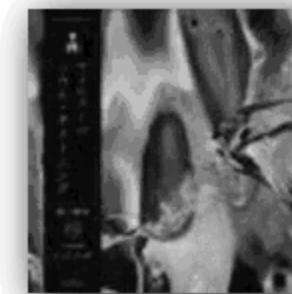
Le scénario Nirvana – un groupe de rock capable de passer de l'underground au mainstream sans y laisser ses plumes et faire main basse sur son époque, esthétiquement, commercialement et philosophiquement – est-il possible en 2025 ? Assurément non, en tout cas pas dans de telles larges. Le cas Turnstile est actuellement celui qui s'en rapproche le plus. De la scène hardcore aux Grammy awards, la trajectoire de ce groupe de Baltimore qui compte parmi ses fans Charli XCX et Metallica est spectaculaire, même si elle a un impact limité – loin de Nirvana, Turnstile serait plutôt un genre de Rage Against The Machine adapté au paysage musical contemporain : mignon, positif, accessible – et désespérément apolitique. Pas de réelle surprise à l'écoute de *Never Enough*, prolongement logique du carton *Glow On* en 2021 : ça continue à balancer des riffs de Minor Threat sur des beats reggaeton

(*Dreaming*), à mélanger sans complexe The Weeknd et Deftones (*Never Enough*) et se payer une poignée d'invités très classes et complètement inattendus (le producteur électronique anglais A. G. Cook, le musicien de jazz britannique Shabaka Hutchings) sur ce qui reste, toujours, dans les grandes lignes, un disque de punk hardcore, même si on est objectivement plus proche d'une version Robocop de Police que des meilleurs groupes actuels du genre (Spy, Speed, End It). Ample, mélodique, immédiat, *Never Enough* en impose. Mais si, après le rose bonbon de *Barbie* en 2023 et le vert chartreuse de *Brat* en 2024, l'été 2025 venait à se parer du bleu layette de sa pochette, ce serait moins pour ses 14 titres, qui flirtent parfois dangereusement avec la mièvrerie, que pour ses interprètes. La réussite du disque et une grande part du succès de Turnstile reposent là-dessus : ce groupe donne l'impression de n'avoir peur de rien et surtout de se faire une pleine et entière confiance – ça peut sembler n'être qu'un détail mais de combien d'artistes peut-on vraiment dire ça aujourd'hui ?

LELO JIMMY BATISTA

TURNSTILE **NEVER ENOUGH**  
(Roadrunner)

# CULTURE/



Les nouvelles de Benoît de Villeneuve, ces dernières années, nous sont principalement arrivées par le cinéma : au travail seul ou aux côtés d'Anthony Gonzalez ou Benjamin Morando, pour Nicolas Pariser ou Bi Gan (*Résurrection*,

à Cannes cette année), le Français a refondu son art pop électronique sophistiqué dans la musique pour l'image, au dam des admirateurs de son invention (cf. l'excellent *Dry Marks of Memory* de 2010, aux confins des Beach Boys et The Notwist). Sans tout à fait remettre son *songwriting* au milieu du *game*, ce *Soul Tuning* perpétuellement surprenant fait surgir sa propre histoire et ses propres images. Conçu il y a des lustres – 2019 ! – avec une armada de logiciels et instruments électroniques, il figure une manière d'opéra high-tech et multilingue (arabe, chinois, français...) sans complexe et infiniment plus malin et engageant que les croûtes des affreux Nils Frahm ou Rival Consoles. Welcome back, sir !

O.L.

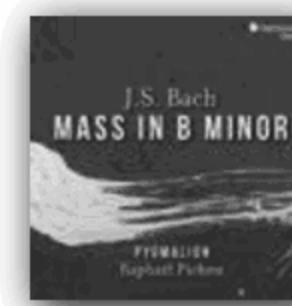
VILLENEUVE **SOUL TUNING** (Other Suns)



Cet automne, Mayssa Jallad nous connaît dans son premier album la guerre civile au Liban. On découvrait une voix remarquable, apte à percer les infrabasses du producteur Fadi Tabbal comme des blocs de béton échoués sur la chaussée. Civilistjävel!, maestro ambient dub, en propose six relectures en forme de réductions radicales, qui creusent paradoxalement la profondeur de champ des originaux jusqu'au vertige. Le disque ne ressemble à rien d'identifié dans le dub ou la musique électronique. Collé aux basques des plus infimes inflexions de voix, le musicien semble ajouter à chaque manipulation de son un coup de pinceau à un tableau saisissant dans sa lumière comme dans ses obscurités.

O.L.

CIVILISTJÄVEL! X MAYSSA JALLAD  
**MARJAA: THE BATTLE OF THE HOTELS (VERSIONS)** (Six of Swords)



Leurs motets vitaminés et sensuels et leur *Passion selon Matthieu* turgescente avaient électrisé, mais l'on n'imaginait pas Raphaël Pichon et Pygmalion gifler la concurrence avec une Messe en si aussi orgiaque. Continuo volcanique, choristes en rut copulant, à corps perdu, dans des fugues à couper le souffle, solistes incandescents (le ténor Emilio Gonzalez Toro, l'alto Richardot...), cette gravure aveuglante de clarté contrapuntique autant qu'enivrante de richesse timbrique rivalise en beauté avec celle de Herreweghe et son Collegium Vocale et fait passer les Netherlands Bach Society et Bach Collegium Japan pour des bandes d'aimables puceaux.

ÉRIC DAHAN

RAPHAËL PICHON/PYGMALION  
**J.S. BACH-MASS IN B. MINOR**  
(Harmonia Mundi)



Alice Da Luz Gomes, une des interprètes de «Musée Duras». PHOTO SIMON GOSELIN

# Avec «Musée Duras», Julien Gosselin éclate la galerie

**Dans une suite de performances de dix heures, le metteur en scène donne à voir une anthologie hallucinée de l'œuvre de l'écrivaine. Après un premier passage au Printemps des comédiens de Montpellier, la pièce sera jouée cet automne à l'Odéon.**

Cinq performances de deux heures chacune, ou comment entrer en Durasie à travers une collection de textes signés M.D., c'est le projet *Musée Duras* imaginé par Julien Gosselin, le nouveau directeur de l'Odéon-Théâtre de l'Europe. «Musée» qui ne veut pas dire «maladie de la mort» de l'œuvre, mais bien lieu de réactivation d'une écriture souvent hallucinée, que les jeunes élèves-acteurs du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris (promotion 2025) s'approprient dans un dispositif scénique bifrontal, le plateau nu, couloir encadré de deux tribunes de spectateurs invités parfois à les rejoindre. On commencera donc couchés avec eux, les yeux fermés, sur le tapis de sol blanc, tandis que Founémoussou Sissoko profère un peu trop *l'Homme assis dans le couloir* (1980), récit d'un duel pornographique entre une femme allongée, sexuellement offerte sur un chemin de pierre, et un homme qui s'avance dans le soleil et lui pisse dessus. Le ton est donné, violence et jouissance des rapports sexuels comme fantasme littéraire de Duras pour qui écrire, c'est voir dans un délire de pulsion

scopique. Premier acte donc, on n'a rien vu comme à Hiroshima, on a tout entendu, ce qui revient au même, jusqu'à ce qu'une voix nous intime de nous lever, dégager les lieux.

**Lueur.** Quelques heures plus tard on y retourne, cette fois assis comme au tribunal en spectateurs des interrogatoires de Pierre et Claire Lannes, la meurtrière de *l'Amante anglaise* (1967) enfin débarrassée ici de toute félicitisation des silences et de la lenteur, entre autres clichés durassiens. *L'Amante anglaise* chez Gosselin, ça va vite, très vite, le tout filmé et projeté en direct sur trois immenses écrans. Les questions fusent dans un commissariat tapissé de posters d'extrême droite: portrait de Bruno Méret et affiche Front national des régionales en Paca de 1992: «La sécurité, pre-

*mière des libertés» avec Jean-Marie Le Pen, Marion Maréchal dans les bras. Et Claire Lannes - Juliette Cahon, géniale - qui n'arrête pas de parler; son accent raconte sa classe sociale, à moins que ce ne soit sa région d'origine, le Lot. Bref un phrasé qui localise et naturalise sa déposition pour atteindre la puissance comique et terrible d'un épisode de *Strip-Tease*. Du jamais-vu.*

C'est une des réussites absolues de ce *Musée Duras*, qui, comme tous les musées, compte des pièces plus faibles: Jeanne Louis-Calixte a beau défendre superbement sa *Suzanna Andler*, pièce de théâtre de Duras publiée en 1968, reste que cette perversion bourgeoise du mari/amant/maitresse, je-t'aime-moi-non-plus-à-la-folie, accuse une réelle faiblesse dramaturgique. Oui, Marguerite Duras n'est pas toujours géniale; c'est bien de le rappeler. Mais quand elle l'est, elle atteint le sublime forcément sublime: Louis Pencréac'h, le corps encore allongé par un pantalon flare et bottines seventies, se plante au milieu du plateau, et déroule mezze voce *la Douleur* - ce cahier que Duras ne sait plus avoir écrit-d'abord dans le noir absolu jusqu'à la possibilité d'une lueur, superbe travail de Nicolas Joubert aux lumières qui raconte l'histoire d'un éclaircissement.

Gosselin s'est donné tous les moyens pour faire tout voir, tout entendre, et n'hésite pas à prendre le contrepied des diktats théoriques de Duras, avec Lucile Rose en copier-coller, fringuée panoplie col roulé, kilt, grosses lunettes, la tête enfonce dans les épaules, sorte de tortue immémoriale dont chaque phrase tombe, définitive. Duras pythie, pleine d'elle-même, veut un théâtre «*lu*», sans mouvement, sans accent, sans jamais rien jouer: «Le jeu enlève la profondeur du texte», dit-elle. C'est vrai, et Claire Lannes le dit face à sa procureure: «Vous savez, sur ce banc, à force de rester immobile, j'avais des pensées intelligentes.» Ou l'immobilité comme condition de l'intelligence. Mais c'est faux, il suffit de regarder Alice Da

Luz Gomes gagner le plateau

**Gosselin s'est donné tous les moyens pour faire tout voir, tout entendre, et n'hésite pas à prendre le contrepied des diktats théoriques de Duras.**

dans des postures déséquilibrées pour bien mesurer l'intelligence de sa performance chorégraphique au service de *l'Amant* (1984).

**Leitmotivs.** Le musée, invention du XVIII<sup>e</sup> siècle, est ce lieu qui devait permettre

aux visiteurs d'admirer les créations de tous les pays sans avoir à se déplacer. Un voyage immobile en somme. Ici au Printemps des comédiens, Gosselin a construit son accrochage en série, sans trop d'intervalles entre les pièces - dix minutes suffisent, parce qu'il ne sert à rien de bouger trop dans ce théâtre de la parole, formidable installation littéraire, pour regarder les liens entre les œuvres, entendre les leitmotifs obsessionnels. Sur la page blanche de son plateau immaculé, Marguerite Duras nous aura forcément couchés, assis dans ce couloir.

**LAURENT GOUMARRE**

**MUSÉE DURAS**  
de JULIEN GOSELIN,  
du 9 au 30 novembre  
à l'Odéon-Théâtre  
de l'Europe (75 006).

An advertisement for the "Festival du Chant de Marin 2025" in Paimpol. The top half features a large portrait of a woman with dark hair looking slightly to the side. To her left, the dates "8 9 10 AOÛT" are displayed vertically, with "A VIZ EOST" underneath. In the top right corner, there's a small logo for "BRETAGNE". The bottom half contains text: "FESTIVAL DU CHANT DE MARIN", "PEMPOULL GOUEL KAN AR VARTOLODED", "PAIMPOL", "www.paimpol-festival.ezh", and "2025". Below this, a circular badge reads "FESTIVAL DU CHANT DE MARIN PL 2025" and "Paimpol 8-9-10 Août". At the very bottom, a long list of names is provided: CARLOS NUÑEZ, LYNDY LEMAY, ALAN STIVELL, AYO THE LIMIÑANAS, TIKEN JAH, FAKOLY, DENEZ SOLAS, FATOUMATA DIAWARA, EMILY LOIZEAU, DELGRÈS, MIOSSEC, SOVIET SUPREM, LA MAL COIFFÉE, QUARTETO TAFI LE VENT DU NORD, ANTTI PAALANEN, TOXIC FROGS, TERRENOIRE BLEU JEANS BLEU, KLÔ PELGAG, MITSUNE, QUINQUIS, GWENNHYN 'NDIAZ, NOLWENN KORBELL, KATIA ROCK, BLUE GLAZ LES MARINS D'IROISE, DJIBOU, LES SOUILLES DE FOND DE CALE, BRISE GLACE MARINADE, BOUNDING MAIN, LA GAMIK VOCALE, THE JACK TARS PEKEL, VAREK ROCAFONIO, LES MISS TRASH ZALINDÉ, BANKADOÙ, AN ALBATROZ, LA LOCOMOBILE, KANERIEN TROZUL...".

# Follement elle-même

**Adèle Yon** La normalienne et cheffe de cuisine a enquêté sur son arrière-grand-mère internée.



Quand elle n'arrivait plus à écrire, Adèle Yon partait marcher. Seule, en plein cœur du Lot, loin de son manuscrit posé sur la table d'une vieille grange aux pierres blanches. Rien que le caisse verdoyant à perte de vue. C'est sur sa boucle d'une quarantaine de minutes, entre les buis et les pierres recouvertes de lichens, qu'elle est parvenue à «déboucler [ses] boucles d'écritures obsessionnelles». C'est ici que *Mon vrai nom est Elisabeth*, est né. Depuis la sortie de ce premier livre, tout s'est emballé. Propulsée phénomène littéraire avec 50 000 exemplaires vendus, Adèle Yon enchaîne les rencontres, remporte des prix, fait le tour des médias. On la saisit par chance un vendredi ensoleillé de la fin mai, sur ses terres de repos solitaire. «Les choses vont tellement vite que je ne les intègre pas», souffle-t-elle. Des passants la reconnaissent parfois dans les rues de Paris, où elle s'est réinstallée il y a un an et demi. Devant les photographes de *Libération*, elle fait des vannes, tourne en dérision l'instant présent. Sa manière à elle de gérer cette soudaine sortie de l'anonymat. «Je surjoue à mort: "Bah ouais, je suis une star, ya quoi?" Ça désactive la gêne», se justifie-t-elle. Malgré cette effervescence, son amie d'enfance, Leah Lapiower, trouve qu'«Adèle est restée elle-même, ancrée, rationnelle. Ce qui lui arrive ne l'a pas changée.»

## LE PORTRAIT

A l'origine de ce succès, c'est pourtant un questionnement profondément intime qui tourmentait Adèle Yon: suis-je folle, comme l'était mon arrière-grand-mère schizophrène? Son enquête dresse un tout autre portrait de Betsy, cette aïeule internée et lobotomisée dans les années 1950, qu'elle n'a jamais connue. Celui d'une femme forte et indépendante, écrasée par le patriarcat. Cette découverte a libéré Adèle Yon. «Elisabeth m'a fait me rendre compte qu'on a le droit d'assumer nos parcours de femmes.» Depuis, elle se fait confiance. «J'ai souvent reçu des remarques culpabilisantes: "Il faut choisir, on ne peut pas tout faire à la fois". Maintenant, je m'autorise à dire: "Si, j'ai le droit, et je vais tout faire". Car moi, c'est dans le "tout" et même le "trop" que je me sens bien.» Trop, c'est l'impression que nous laisse son CV. A 31 ans, Adèle Yon possède un master de philo, un autre de cinéma, est normalienne, devenue enseignante à 23 ans. Et puis, pendant

un an, elle met sur pause cette vie d'intellectuelle pour aider sa mère à ouvrir un restaurant dans la Sarthe, travaille quatre-vingts heures par semaine pour un smic et se plaît à cuisiner le cochon. Une parenthèse de matérialité avant de revenir à sa thèse qu'elle transforme en livre. Lui aussi est trop de choses à la fois: roman, enquête, road trip, essai. «Tu vois dans ma vie, je n'ai jamais vraiment choisi, et j'arrive à m'y tenir encore aujourd'hui.» Elle mitraille son quotidien à l'argentique, tient des carnets, conserve ses journaux intimes et ses tickets de théâtre. Petite, elle voulait être archéologue, et elle a l'impression de l'être devenue, à sa manière, en fouillant les vestiges de ses ancêtres. En l'observant déballer sa vie sans sourciller, on sent qu'Adèle Yon ne pourra plus jamais être bridée.

Mais pour arriver à sortir du cadre, il a d'abord fallu composer avec, et «lui dire merde». Née en 1994, à Paris, Adèle Yon grandit dans le IX<sup>e</sup> arrondissement avec ses deux sœurs, des jumelles. Elevée par des parents «hyper stricts», dont elle peine à comprendre la sévérité au vu de ses bonnes notes, Adèle Yon ment et sort en cachette retrouver des mecs «plus foireux les uns que les autres». Pourtant issue d'une famille bourgeoise et catholique, elle dit avoir grandi en marge de ce capital culturel et social grâce à ses parents, anticlériaux et de gauche (elle a glissé un bulletin Mélenchon en 2022). Son père, un temps installé aux Etats-Unis, distributeur de films indépendants, organise des ciné-clubs à la maison, et lui fait découvrir le Nouvel Hollywood. Ses références: *Taxi Driver*, *le Parrain*, Brian De Palma, Alfred Hitchcock. Sa mère, passée par Science Po puis les cabinets ministériels sous Jospin, ressent un malaise à l'égard de sa belle-famille lors des vacances en Bretagne, option prière du soir et crucifix au-dessus des lits. Adèle Yon s'en souvient très bien. «On était différents. Pour mes sœurs et moi, ça a toujours été hyper bizarre. On était les vilains petits canards de la famille.» Pour autant, elle passe par Louis-le-Grand, Henri IV, l'ENS. «Elle embrasse un mode de vie hérité de sa famille bourgeoise, tout en ayant une envie de vivre pleinement sa vie. C'est quelqu'un de profondément hors-cadre», décrit sa meilleure amie.

En menant son enquête sur Elisabeth, Adèle Yon parvient à rassembler une partie de sa lignée. Ses grands-parents, longtemps perçus comme des figures conservatrices, occupent une place centrale dans son livre et dans sa vie. La chercheuse se délecte de voir sa grand-mère se métamorphoser, ne se laissant plus couper la parole par son mari. Reste un barrage impenetrable: certains parents éloignés sont très remontés contre elle et lui en veulent d'avoir désavoué publiquement l'arrière-grand-père. Elle balaie ces récriminations: «Il ne se retourne pas dans sa tombe!» Pas question de s'apitoyer sur le sort d'un homme maltraitant.

Derrière ses traits angéliques et la générosité avec laquelle elle se livre, on la sent bouillonner. Sa peur de la folie a bien disparu, mais une saine révolte ne cesse de grandir en elle. Elle ne s'en cache pas. «Au départ, c'était un truc héréditaire. Dans ma famille, on disait qu'on était en colère. A force d'enquêter, la focale s'est élargie.» Il y a d'abord l'histoire réécrite d'Elisabeth, qui la met hors d'elle. Puis une prise de conscience: son arrière-grand-mère n'est pas la seule. Des milliers d'autres femmes ont vécu – et vivent encore – sous ces mêmes étiquettes. Hystériques, insoumises, trop. «Aujourd'hui, ça touche à l'inceste, le gaslighting, et j'ai l'impression que ça n'a pas de fin. Alors ma colère se régénère.»

Adèle Yon ne se tracasse pas des convenances. Elle s'amuse de pouvoir dire «fuck» au snobisme universitaire avec sa thèse hybride, envoie se «faire foutre» ceux qui la réfrinent dans ses projets en cours. Et n'a plus aucune tolérance si son amoureux, un cuistot avec qui elle vit une «belle histoire» depuis quatre ans, remet en question sa santé mentale. «Il suffit qu'il me dise: "Tu pètes un plomb" lorsqu'on s'engueule, pour que je pète un plomb pour de vrai. Car il n'existe aucune situation où il est normal de se faire traiter de folle.» Juste avant de nous embarquer sur sa boucle, elle nous interroge sur sa tenue pour les photos. On lui dit de rester elle-même. Et elle de rétorquer: «Mais j'ai plein de moi-même! Tout est moi-même.»

Par **SASCHA GARCIA**  
Photo **ANITA VOLKER.HANSLUCAS**  
et **CYRIL CAINE.HANS LUCAS**